

LA GAUCHE QUI VIENT



LA GAUCHE QUI VIENT

JEAN-MARIE LE GUEN

Fondation Jean Jaurès

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation
Jean Jaurès

**LA GAUCHE
QUI VIENT**
(PLACE À LA RÉPUBLIQUE !)

JEAN-MARIE LE GUEN

INTRODUCTION

Avec ceux qui ont plus de mal à penser l'histoire à travers ses ruptures qu'à travers sa continuité, les temps ne sont pas cléments. Car notre période est marquée – fruit de hasards, de causalités, d'interactions ? – par une grande simultanéité de ruptures, par la fin de plusieurs cycles fondamentaux, par la contestation de plusieurs dogmes dominants. Les principales données qui structurent la vie française, européenne et sans doute mondiale ont déjà changé, sont en train de changer ou vont changer. Il faut donner à voir ces ruptures. Car on se rend compte, parfois *a posteriori*, que les différents éléments d'organisation et d'analyse de notre société portaient une forme de cohérence entre eux. Et si l'on constate qu'aujourd'hui les choses s'organisent et s'analysent différemment, que les « logiciels » ne sont plus les mêmes, il n'est pas pour autant évident d'en dégager une pensée totalement structurée.

D'une certaine manière, nous sommes, nous Français, entrés dans le XXI^e siècle en 2015. Au-delà du choc des attentats, la sidération passée, la réflexion s'amplifie et s'approfondit, et peut nous amener à considérer 2015 comme une année de nombreuses ruptures. Ces ruptures mettent en lumière le retard de la gauche dans son travail d'analyse du monde. Or, ce travail d'analyse, de vision, de pédagogie doit demeurer le socle de l'exercice politique, singulièrement à gauche, si nous voulons éviter les deux ornières de l'émotion pure et de la

contrainte gestionnaire. L'un des faits marquants de ces dernières années, c'est de voir l'émotion prendre le pas sur la vision de long terme, sur la stratégie et sur l'action. Sollicités en permanence par les médias, les acteurs politiques sont invités à prendre position sur les sujets les plus divers, de manière instantanée, dans une relative absence d'explication globale. La « posture morale » l'emporte donc le plus souvent. Pourtant, si légitimes que puissent être notre colère ou notre indignation, elles ne peuvent seules changer le monde. Il leur faut une pensée politique qui se confronte au réel et à autrui pour se traduire en action. En son temps, le marxisme-léninisme avait su offrir un débouché aux révoltes et aux colères les plus radicales en les traduisant en stratégie et en action, tout en les dévoyant tant la fin justifiait tous les moyens. Il revient aujourd'hui à la gauche politique réformatrice de savoir procéder à cette transmutation, pour offrir des outils d'analyse et des solutions pérennes, qui s'inscrivent dans une vision du monde et d'une société plus justes, qui donnent envie aux Français de construire un projet commun.

Tâchons donc d'identifier certaines des ruptures de notre temps, pour réfléchir ensuite à comment les traduire dans les défis prioritaires que la France doit relever, et donc ce qui doit évoluer dans l'agencement de nos priorités, dans l'agenda de notre action, dans la forme d'expression de nos valeurs.

En effet, la gauche n'est pas condamnée à devoir choisir entre deux maux : suivre l'opinion, même si elle se trouve à droite, ou prendre le risque de se marginaliser durablement en campant sur des positions dogmatiques. Un dépassement est possible. Pour être plus précis, je ne crois pas, par exemple, qu'il faille considérer que la société se « droitise » lorsqu'elle exprime une demande forte d'autorité, de

sécurité, de libération des forces productives ou de renforcement du sentiment d'appartenance nationale. Ces demandes sont parfaitement compréhensibles et légitimes au regard des temps troublés que nous traversons, elles ne sont pas par essence « de droite » ou « de gauche ». Mais le risque est grand que la société se droitise si les seules réponses aux enjeux du moment viennent du camp conservateur ou réactionnaire.

Ainsi, il est de la responsabilité de chaque acteur politique de savoir prendre en considération, sans tabou, ce qu'expriment les Français, d'entendre leurs préoccupations, leurs craintes et leurs espoirs, et d'y apporter une réponse efficace, convaincante et conforme à leurs valeurs. À cet égard, j'affirme qu'il existe une réponse de gauche aux défis du moment, mais qu'elle doit être reconstruite. Dans le climat de révolte latente que nous connaissons, cette refondation doit constituer une forme de rupture en assumant une nouvelle culture, une nouvelle ambition politiques. Il nous faut oser une nouvelle offre politique.

Notre système politique est dans un état de décomposition avancée. Celle-ci est visible à gauche mais elle est très certainement globale. Et des appels à la recomposition commencent à s'exprimer dans notre classe politique. Mais elle ne peut pas être une réponse tactique ou opportuniste à la déception démocratique des Français. Cette recomposition doit s'engager pour répondre aux besoins majeurs du pays, et doit être fondée sur des principes clairement énoncés.

Certains pensent que le clivage droite-gauche est obsolète. Ce n'est pas ma conviction. On constate, certes, que les Français se reconnaissent de moins en moins dans ce type d'appartenance, mais elles ont pourtant du sens. En revanche, je suis convaincu que ce

clivage ne résume plus, ne structure plus, à lui seul la question politique. Il doit, dans ces circonstances exceptionnelles, être reformulé dans le cadre du primat de la question républicaine. Ne mettre en exergue que le clivage partisan, c'est aujourd'hui prendre le risque de se marginaliser durablement. En revanche, la gauche peut retrouver une dynamique dans la définition et l'impulsion d'un camp républicain. Pour cela, elle doit définir le périmètre commun dans lequel peuvent se reconnaître les forces républicaines et contraindre la droite à une clarification similaire. Enfin, la gauche doit se montrer suffisamment forte et ouverte pour prendre la tête de ce rassemblement du camp républicain. Cette offre politique nouvelle est nécessaire pour répondre aux besoins du pays. La gravité de la situation appelle des choix exigeants.

Cette nouvelle offre politique doit être conforme à nos valeurs. Mais cette conformité implique de nous dépouiller de nos réflexes anciens pour renouer avec les fondamentaux de nos valeurs et non avec leurs catéchismes rituels. Ainsi, la vraie question ne doit plus être : « Est-ce que ceci est de gauche ou ne l'est pas ? » mais redevenir : « Est-ce que ceci est juste ou ne l'est pas ? » Cette nouvelle offre politique doit aussi tenir compte de la réalité des rapports de force. Le fait politique ne peut pas se contenter d'être une affirmation morale de valeurs, il doit impérativement intégrer une stratégie de pouvoir pour permettre la traduction concrète de ces valeurs.

Cette nouvelle offre politique est pour l'instant encore refusée par une large part de la classe politique, qui, par habitude, par sectarisme ou par cynisme, préfère s'en tenir aux jeux de rôle habituels, et refuse toute idée d'unité nationale, de dépassement, de rassemblement, de compromis. Pourtant, cette offre politique nouvelle

sera, je le crois, comprise par les Français, qui aspirent tout à la fois à davantage de justice, davantage d'efficacité et davantage de protection. Ils ne sont pas dans leur large majorité racistes ou xénophobes et demeurent attachés aux valeurs de notre République, mais ils n'adhèrent plus aux structures partisans et idéologiques traditionnelles.

LES GRANDES RUPTURES

ÉCONOMIE : LA FIN D'UNE ÉPOQUE ? DU CAPITALISME ?

La période que nous traversons semble caractéristique de la fin d'un cycle économique. Au-delà de la crise financière et bancaire de 2008 et de ses prolongements sur les économies réelles et les dettes souveraines, notre période est avant tout marquée par la fin de l'illusion libérale.

La crise économique perdure et la reprise mondiale semble déjà menacée. Au-delà d'un cycle économique long, avec l'alternance des Trente Glorieuses et des Trente Piteuses, c'est désormais l'ombre de la « stagnation séculaire » qui menacerait, selon certains. On peut donc avoir le sentiment d'entrer dans un monde d'hyper-progrès sans croissance, où la révolution technologique entraîne une désintermédiation lourde, une déflation et le développement considérable de nouvelles formes de travail indépendant à côté du salariat. Sur le plan financier, les leçons de 2008 ne semblent pas toutes avoir été tirées, et la séquence actuelle est porteuse de fortes incertitudes à court et moyen termes, alors même que les liquidités demeurent massives, instables et volatiles.

De manière plus structurelle encore, on peut constater que notre modèle de croissance a perdu sa force de propulsion et

d'attraction, qu'il fait moins sens. Il est grand temps pour la gauche comme pour la droite de comprendre que l'obsession de l'« avoir » n'épuise pas, loin s'en faut, la question de l'« être ».

La crise environnementale nous impose de repenser radicalement notre rapport à la croissance et à la notion de progrès. Celui-ci ne peut plus être la multiplication effrénée de la consommation et l'accumulation infinie de richesses, quand bien même celles-ci seraient mieux réparties. Et cela, pas uniquement parce que cette menace de « stagnation séculaire » nous obligerait à conduire notre action de transformation sans avoir la facilité de s'appuyer sur les fruits de la croissance. Notre modèle de production et de consommation doit fondamentalement évoluer pour préserver les ressources naturelles limitées dont nous disposons et dont doivent pouvoir disposer les générations futures. La fiction d'un *homo œconomicus* exclusivement motivé par la maximisation de son utilité et de sa consommation ne permet pas de répondre au besoin de spiritualité que porte l'humanité, et à celui d'identité que portent les peuples. L'économisme pur, qu'il se traduise par un discours tourné vers une prétendue libération des forces productives ou qu'il soit obsédé par le « pouvoir d'achat » des ménages moyens ou modestes, n'est pas en soi porteur de valeurs et fait de moins en moins sens pour nos concitoyens. À ce titre, un travail sur de nouveaux indicateurs est essentiel pour donner à voir ce progrès social, moral, civilisationnel, humain.

Si certaines inégalités peuvent s'avérer justifiées, il est néanmoins manifeste que les hyper-inégalités ne sont pas une source de progrès pour tous (*trickle-down economics*), mais bien une source d'inquiétudes croissantes, notamment pour les classes moyennes des pays développés. Peu nombreux sont ceux qui oseraient encore

affirmer en toute sincérité que la mondialisation libérale, par sa marche inexorable et triomphante, va nous apporter la paix, la prospérité, la libération des peuples, ou la convergence des civilisations. Ce modèle, que d'aucuns imaginaient volontiers universel, est désormais contesté de toutes parts : en Russie, en Chine, dans le monde musulman et dans une part importante des opinions occidentales. Face aux insuffisances et aux limites du consumérisme, une part croissante de l'humanité réaffirme un besoin de sens, de spiritualité, de valeurs.

Enfin, cette crise économique prend des aspects singuliers en France. Depuis plusieurs décennies, déjà, notre pays est marqué par la persistance d'un chômage de masse de moins en moins accepté. De plus, l'économie française est handicapée par un affaiblissement structurel sévère de sa compétitivité – que l'action du gouvernement commence seulement à redresser. Les Français s'inquiètent encore, à juste titre, de la soutenabilité de notre modèle social, auquel ils demeurent fondamentalement attachés mais dont ils interrogent régulièrement l'efficacité et l'acceptabilité fiscale.

L'ensemble de ces constats est parfois instrumentalisé par ceux qui rêvent de mettre un terme à l'exceptionnalité du modèle français (une forte aspiration à la souveraineté, une puissante logique d'égalité formelle, une place des services publics et des prélèvements exceptionnelle, etc.). Il n'en demeure pas moins qu'ils méritent d'être pris en considération par tous ceux qui souhaitent le redressement de la France et non son déclin. Ils ne peuvent plus être simplement balayés d'un revers de la main comme des chevaux de Troie d'un néolibéralisme échevelé.

ALLONS-NOUS VERS LA FIN DE L'EUROPE ?

L'Europe peut mourir. Elle traverse une crise durable, profonde et multiforme. L'aventure européenne, censée être le rêve d'une génération, une construction politique inédite dans l'histoire de l'humanité, est en panne. La méthodologie des pères fondateurs ne fonctionne plus. La bureaucratie bruxelloise paraît de plus en plus éloignée des peuples. Son action a perdu en réactivité, en lisibilité, en leadership. L'Union n'a d'autre choix que de se refonder si elle ne veut pas se condamner à déperir.

Les chocs asymétriques sur les différentes économies européennes démontrent que l'union monétaire n'est pas tenable à terme sans convergence fiscale, sociale et budgétaire. Or, malgré la mise en œuvre – sous la contrainte d'une crise inédite – de dispositifs d'entraide et de supervision, la crise grecque démontre cruellement que ces partages de souveraineté et cette solidarité ne sont ni acquis ni spontanés à l'échelle continentale.

Plus durement encore, la crise des migrants, le retour en force des xénophobies et des populismes sur les différentes scènes politiques nationales, l'affaiblissement de Schengen mettent à rude épreuve le cœur du projet européen, autrement dit la volonté de maîtriser ensemble notre destin collectif. Et le fossé qui se creuse entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale nous amène parfois à nous demander si tous les pays membres souhaitent réellement partager des valeurs et un projet communs.

Cette « émotion européenne » si spécifique n'est en effet pas forcément partagée par tous. Dans les pays fondateurs comme dans les pays sortis du fascisme (Espagne, Grèce, Portugal), l'Europe est ressentie comme étant au cœur de notre appartenance et de notre destin. À l'inverse, la Grande-Bretagne n'a jamais envisagé l'Europe autrement qu'à travers une relation de « donnant-donnant ». C'est d'ailleurs ce qui explique que le Brexit soit combattu au Royaume-Uni comme étant une menace économique bien plus qu'un déchirement. Les pays de l'Est, de leur côté, peuvent parfois donner l'impression de considérer l'Europe comme un droit de tirage sur la richesse des pays développés, une forme de dette de l'histoire après les atrocités du nazisme et du stalinisme.

NOTRE ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE EST DÉSTABILISÉ

La guerre est aux portes de l'Europe. En Ukraine, quoi qu'on puisse penser des responsabilités des uns et des autres, il est incontestable que des frontières sont violées aux marges du continent européen, que des bruits de bottes y retentissent. On ne peut, à cet égard, que regretter l'absence de conception ou de mise en œuvre d'un partenariat stratégique viable et respectueux avec la Russie.

D'un point de vue purement géopolitique, c'est aussi tout le sud de la Méditerranée, d'est en ouest, qui est en dans une situation de grande instabilité, potentiellement très éruptive, en lien avec les graves déstabilisations des zones contiguës, notamment moyen-orientales et sahéliennes. Or ces déstabilisations régionales ont une

incidence directe sur l'autre rive de Mare Nostrum, notamment par l'accroissement des flux migratoires.

Cette instabilité méditerranéenne est l'une des traductions de la crise que traverse le monde arabo-musulman. Il faut notamment mesurer l'importance des espoirs et des échecs des Printemps arabes. Alors que le monde arabo-musulman est au contact de toutes les autres civilisations du continent eurasiatique, et plus largement de la planète, il est marqué par d'importants conflits internes, comme l'exacerbation des conflits entre sunnites et chiïtes, et avec ses voisins. À tout cela viennent s'ajouter les tensions créées par un fondamentalisme totalitaire qui pervertit la religion musulmane.

Nous devons mesurer la part de responsabilité des turpitudes occidentales dans les causes de cette crise. Le pacte du Quincy (1945) et le lien stratégique entre les États-Unis et les pays du Golfe ont été des éléments structurants de l'état du monde depuis près de soixante-dix ans. Mais, en échange de l'« or noir », nous n'avons pas voulu ou pas su organiser les retombées économiques et sociales de cette rente, et les pays concernés non plus. Pour combattre l'influence soviétique (par exemple en Afghanistan), certains responsables occidentaux ont favorisé l'implantation, puis l'exportation des doctrines fondamentalistes. N'oublions pas, enfin, la désastreuse intervention en Irak en 2003. Nous payons aujourd'hui les dettes accumulées par les facilités de cette politique inconséquente et dangereuse. Néanmoins, au regard des menaces auxquelles nous sommes désormais confrontés, il est clairement insuffisant de croire que nous pourrions construire nos politiques de sécurité actuelles sur le simple regret de nos turpitudes passées.

LE DÉFI DES MIGRATIONS

Les crises actuelles se traduisent pour le continent européen par l'importance des flux de réfugiés et de migrants. Or, il est possible, voire probable, que ces flux s'accroissent encore à l'avenir. Les réponses nationale, européenne et internationale demeurent donc dans une large mesure à inventer.

En effet, au-delà des traditionnelles motivations économiques, ces migrations sont clairement les conséquences des situations de guerre. Les populations civiles fuient les conflits et les exactions. Mais on peut aussi se demander si les migrations ne sont pas parfois un effet directement recherché, suscité, par certains des protagonistes. Ainsi, il est possible que, parmi les forces à l'œuvre dans la destruction du Levant, certains cherchent à faire fuir des populations entières. Car ces migrations pourraient, à terme, participer d'une recomposition territoriale, démographique, ethnique et politique de la région. On pourrait même aller jusqu'à supposer que certains seraient prêts à instrumentaliser ces migrations pour fragiliser l'Europe et pousser à la radicalisation idéologique dans les pays européens.

Nous ne saurions être les complices passifs de ces restructurations territoriales à caractère ethnique et religieux. Face à cette crise des migrants, personne ne doit douter de la réalité des situations de détresse individuelle auxquelles nous devons apporter une juste réponse par une politique d'asile coordonnée à l'échelle européenne. Mais personne ne doit non plus négliger le fait que les capacités d'accueil des pays européens sont limitées et variables selon leurs situations économique, démographique et politique. La réponse

la plus durable et la plus adaptée consiste donc bien à développer l'accueil dans les pays limitrophes. Ce qui suppose nécessairement une intensification notable de notre soutien humanitaire et économique à ces pays.

PERCEVOIR ET DONNER À VOIR LES OPPORTUNITÉS DE NOTRE ÉPOQUE

DE NOMBREUX SUJETS D'ESPÉRANCE

Pour autant, il serait dangereux de penser le XXI^e siècle sous le seul angle des ruptures tragiques. Ce siècle est aussi fait d'opportunités et d'espérance.

La COP21 est un de ces éléments porteurs d'espoir. Face à l'urgence de la lutte contre le réchauffement climatique, la négociation du premier accord universel sur le climat lors de la COP21 à Paris fin 2015, au-delà du succès diplomatique que cela représente pour la France, est la manifestation d'une prise de conscience collective. La nécessité de mettre en œuvre un nouveau modèle énergétique, par des comportements plus sobres et par le boom des énergies renouvelables, s'impose progressivement dans les têtes et doit se traduire dans des mesures concrètes.

C'est aussi le cas des révolutions scientifiques et numériques. Ces ruptures technologiques induisent de nouveaux usages, une nouvelle économie, de nouvelles opportunités, de nouveaux progrès pour la science et pour l'humanité. Elles ont déjà commencé à bouleverser profondément nos comportements, aussi bien notre manière de produire que de consommer, et sans doute aussi nos

comportements sociaux. C'est, par exemple, une nouvelle santé qui va voir le jour, et une espérance de vie qui pourrait être bouleversée par les manipulations génétiques et les technologies NBIC (nanotechnologies, biotechnologies, informatique, sciences cognitives) pour reprendre l'expression de Laurent Alexandre. Les perspectives « transhumanistes », revendiquant l'usage de ces techniques émergentes pour améliorer les caractéristiques physiques et mentales de l'être humain, nous interpellent évidemment sur un plan éthique, mais témoignent, en tout état de cause, des ambitions nouvelles que portera cette révolution médicale à venir. À l'échelle mondiale, ces technologies apportent un accès facilité à l'information presque partout sur la planète, et une démocratisation du savoir totalement inédite. Pour la gauche, il y a là un levier essentiel permettant d'influer sur les nouvelles formes d'organisation économique et sociale, mais aussi de renforcer les processus démocratiques et l'efficacité des politiques publiques.

La fin de la guerre froide, le recul de la superpuissance américaine, et enfin l'émergence d'un monde apolaire sont sources de déstabilisations. Ces éléments peuvent néanmoins être saisis comme des opportunités pour œuvrer à la construction d'un monde multipolaire, dont la gouvernance serait plus équilibrée, et permettrait enfin de rompre avec les formes de domination qui ont jusqu'à présent caractérisé l'histoire de l'humanité.

On peut, dans le même sens, se féliciter du recul historique de la pauvreté dans le monde. Malgré les disparités qui demeurent et se creusent entre pays et en leur sein, il n'en est pas moins extraordinaire de savoir que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est passé de 30% en 1999 à moins de 10% en 2015. L'apparition de nouvelles classes moyennes dans les pays émergents

est également un facteur de progrès économique et démocratique. À cet égard, l'évolution engagée par la Chine pour passer d'un modèle de développement très mercantile à un modèle davantage tourné vers la consommation intérieure est une mutation considérable et ardue. La France doit en être un des partenaires stratégiques. En effet, au-delà d'un respect mutuel, culturel et historique, entre la Chine et la France, ces deux nations peuvent agir de concert pour faire émerger un monde réellement multipolaire. Elles ont aussi un rôle majeur à jouer ensemble pour le développement de l'Afrique. Elles peuvent enfin renforcer leur coopération industrielle. Car c'est sous l'impulsion d'une stratégie politique, et non seulement des forces économiques, que la France et la Chine ont noué, à leur bénéfice mutuel, des coopérations dans l'automobile ou le nucléaire qui ont aujourd'hui vocation à être développées dans d'autres domaines.

Il faut enfin considérer l'amorce de régulations fiscale et bancaire qui se dessine sur le plan mondial, avec l'accord BEPS de l'OCDE, signé par 62 pays en octobre 2015 pour lutter contre l'érosion des bases taxables et le transfert de bénéfices, et avec les dispositifs de supervision bancaire européens. Alors que les États ont été durablement affaiblis par des stratégies non coopératives de dumping des grandes firmes mondialisées, ces accords peuvent être le socle sur lequel construire les instruments nécessaires pour peser sur le cours de la mondialisation économique.

PRENDRE CONSCIENCE DES ATOUTS DE LA FRANCE

La France a en réalité un potentiel incomparablement positif. Elle a de nombreux atouts et, à coup sûr, une carte à jouer dans ce monde nouveau. Elle est un acteur singulier et remarquable dans le concert des nations. Si ses atouts sont connus, ils méritent néanmoins d'être ici brièvement rappelés, tant ils semblent parfois occultés dans nos débats quotidiens.

Sa situation géographique est exceptionnelle. La France est un point médian, un carrefour en Europe. Elle demeure, avec l'Allemagne, un des deux piliers de l'Union européenne.

N'en déplaise aux déclinistes de droite et aux misérabilistes de gauche, notre pays est un pays riche, et il semble renouer, en 2016, avec la croissance. Son patrimoine, sa culture, son art de vivre sont des vecteurs puissants de rayonnement et d'attractivité. Sa démographie est toujours la plus dynamique d'Europe. Notre capacité à intégrer différentes vagues de populations immigrées se voit par exemple dans un taux très élevé de mariages mixtes. Enfin, notre niveau de protection sociale, de dépenses publiques et de prélèvements obligatoires est exceptionnel.

Notre niveau éducatif moyen demeure un des plus élevés du monde, notamment dans certains domaines stratégiques, qu'il s'agisse des mathématiques, de l'ingénierie, de l'informatique ou des sciences du vivant. Ce qui n'exclut pas, au demeurant, de profondes insuffisances et de graves inégalités.

Notre modèle républicain, nos institutions, notre cohésion sociale et culturelle, notre modèle de protection sociale et notre système de santé donnent à notre pays une solidité, une stabilité en ces temps incertains. Dans le même temps, on voit que des réformes structurelles s'engagent, par exemple la création des grandes régions ou des métropoles. Ces réformes, si elles ne réalisent pas toute l'ambition initialement envisagée, témoignent néanmoins de la capacité de notre système – que l'on pense si bloqué – à évoluer.

Paradoxalement, la France a l'énorme avantage d'être une grande puissance post-impérialiste, dans un monde toujours davantage « zéro-polaire ». Elle n'a plus de prétention à diriger le monde, ce qui rend son intervention peut-être plus facile à supporter, lorsqu'elle sait se débarrasser de ses derniers oripeaux d'arrogance. En revanche, notre langue constitue une force majeure, tant la zone francophone demeure considérable. Et la France dispose toujours d'outils diplomatiques et militaires de premier ordre, qui sont des éléments essentiels de sa crédibilité. Elle porte encore une connaissance du monde, un souci de valeurs et d'harmonie universelles qui concourent à son rayonnement sans pouvoir être interprétés comme une forme d'imperium.

La réaffirmation des atouts de la France est un des enjeux politiques essentiels aujourd'hui. Car le débat politique et médiatique français est lourdement marqué par les discours déclinistes, la primauté à la négation, l'exacerbation de la victimisation, qui sont malheureusement souvent des prophéties auto-réalisatrices. Ces hystérisations viennent nourrir les angoisses françaises, au point de masquer l'état réel du pays, de faire méconnaître ses qualités, de dénigrer les progrès réalisés.

L'extrême droite cherche évidemment à exacerber ces peurs pour attiser la tentation du repli et la haine de l'autre, puisqu'elle désigne des boucs émissaires qui remplissent la fonction essentielle de nous dédouaner de toute responsabilité dans une situation jugée cataclysmique. Mais une part de la gauche radicale se complaît également dans un tableau apocalyptique, misérabiliste de notre pays. Elle ne s'extrait pas non plus d'une vision complotiste de la situation, même si elle substitue comme coupable de tous nos maux le libéralisme au cosmopolitisme. Cependant, en attisant une révolte à laquelle elle n'offre aucun débouché stratégique, elle contribue aussi à entretenir le désespoir français.

À force d'entendre que toute réforme est impossible, les Français sont plus enclins à se résigner ou à envisager la destruction des cadres existants plutôt que leur évolution. Le négativisme est un ennemi de la réforme, un ennemi du progrès et, à ce titre, un ennemi de la France. Nous devons réaffirmer qu'il n'y a pas de gauche sans progressisme. Le sursaut, le redressement ne pourront venir que de la capacité des forces progressistes à faire partager une vision volontariste, optimiste, à faire partager la confiance que nous devons avoir dans les Français eux-mêmes.

LA FIN DE L'INNOCENCE

Longtemps la France, et singulièrement la gauche française, ont vécu dans l'innocence. Cette forme d'ingénuité est parfaitement compréhensible dans la mesure où nous avons connu des décennies de croissance régulière et où la dimension tragique de l'histoire était largement occultée par près de soixante-dix ans de paix sur notre territoire résultant d'un « processus de civilisation » et d'euphémisation de la violence de long terme et d'une configuration géopolitique exceptionnelle. En 2015, la France a été durement marquée par la cristallisation dramatique de ces différents éléments. Nous avons brutalement basculés dans le XXI^e siècle.

GAGNER LA GUERRE NE SUFFIRA PAS À GAGNER LA PAIX

Oui, nous sommes en guerre

Ce n'est pas sans hésitation ou sans scrupules qu'il faut se résoudre à cette affirmation. Nous sommes certes bien loin des schémas traditionnels qui peuvent venir à l'esprit lorsqu'on utilise ce terme, qu'il s'agisse de guerres de position ou de guerres de mouvement. Mais ce mot est légitime en ce qu'il exprime la nature et l'importance des enjeux, ainsi que l'ampleur de la mobilisation nécessaire pour y répondre.

Nous sommes en guerre parce que des actes de guerre ont été commis sur notre territoire. Parce que nos concitoyens ont été touchés dans leur chair et dans leur esprit. Parce que ces actes présentent un risque durable de répétition. Parce qu'il existe des réseaux et des territoires mobilisés pour organiser des agressions meurtrières contre notre population. Parce que ce terrorisme se distingue nettement des formes passées de terrorisme, qui étaient généralement le fruit d'un dérapage dans la violence de revendications sociales ou régionales (RAF, Brigades rouges, ETA, IRA, etc.). Parce que nous sommes engagés dans des opérations militaires sur des terrains extérieurs. Parce que c'est notre cohésion sociale et, au fond, notre République qui sont en jeu sous les coups et les contrecoups de ces attaques.

Cette guerre est cependant d'une forme nouvelle. C'est une guerre larvée. Cet affrontement chronique de basse intensité n'en est pas moins d'une grande dangerosité. C'est une guerre diffuse, asymétrique, polymorphe, mobile, idéologique. Elle se déroule sur plusieurs terrains et dans plusieurs dimensions simultanément. Elle n'est pas seulement projetée dans des pays en développement. La plupart des régions du monde sont visées. Le Proche-Orient, évidemment, en Syrie, en Irak et dans les régions alentour, la Libye et l'Afrique subsaharienne – avec Boko Haram –, mais aussi le Caucase, les Balkans, la Chine, les États-Unis et plusieurs pays européens. Hier, l'Espagne et la Grande-Bretagne. Aujourd'hui, la France et la Belgique. Cette guerre est, en réalité, une guerre mondialisée.

Ces actes terroristes ont pour objectifs stratégiques d'instiller la peur et, davantage encore, de créer de la division dans notre société.

Ils visent à entraîner dans un conflit dressant certains territoires contre le reste du monde aussi bien les Occidentaux, que la Russie, l'Inde, la Chine, ou les pays musulmans limitrophes eux-mêmes. Ils visent aussi à tourner, au sein des pays concernés, les populations de confession musulmane contre le reste de la population, à la fois directement, en organisant le passage à l'acte de personnes fanatisées, mais aussi indirectement, en suscitant des réactions de rejet qui alimentent les forces xénophobes. Ce sont donc bien notre cohésion républicaine et notre paix civile qui sont ciblées. C'est pourquoi notre société dans son ensemble doit se mobiliser pour garantir la vie et la sécurité de nos concitoyens ainsi que la pérennité et la cohésion de notre modèle politique, économique, social et civilisationnel.

Au-delà de la France, c'est toute l'Europe qui est impliquée. En effet, l'Europe est une cible privilégiée, par sa proximité, par la présence d'importantes minorités originaires de pays arabo-musulmans. Elle représente, aux yeux du monde et au-delà de sa diversité interne, un modèle de société, laïc et fraternel, démocratique et pacifique. En outre, c'est en partie de l'Europe que dépend notre capacité à répondre efficacement à la menace. Ne nous y trompons pas : une réponse limitée à sa dimension nationale serait incomplète, dangereuse et nettement moins efficace. Enfin, c'est le projet européen lui-même qui est aujourd'hui mis en cause par la crise des réfugiés. Or cette crise des migrants est directement et indirectement liée à ces déstabilisations régionales.

Dans cette guerre, nous avons un ennemi. Il s'agit d'abord – avec d'autres groupes issus de la mouvance Al Qaïda – de Daech. Cette mutation du terrorisme islamiste présente la particularité d'avoir une dimension territoriale et proto-étatique. Cela lui procure un

surcroît de crédibilité aux yeux des fanatiques et des moyens financiers et organisationnels considérables. Cette organisation totalitaire s'appuie sur toutes les frustrations et les impasses actuelles que connaissent des peuples principalement arabes et musulmans sunnites pour engager une guerre contre le reste de l'humanité, y compris et d'abord contre les autres musulmans. Mais parler de guerre ne signifie pas que les moyens militaires seuls constituent une réponse adaptée.

Face à ces menaces, nous devons mener une politique extérieure globale de sécurité

Nous devons donner à voir la grande continuité qui existe désormais entre l'action extérieure et l'action intérieure. Il faut gagner la guerre là-bas pour la gagner ici. À ceux qui pensent qu'une réponse sécuritaire est possible sans réponse militaire il faut expliquer que, dans un monde globalisé, la sécurité dans un seul pays est une illusion. Les thèses pacifistes et isolationnistes doivent être clairement réfutées.

Nos interventions extérieures constituent aussi des opérations de sécurité avancée. Car l'existence de points de force territoriaux contrôlés par Daech a un impact sur notre propre territoire. Certains individus, le plus souvent jeunes, dont la révolte se serait selon toute vraisemblance traduite par une petite délinquance locale, peuvent voir la nature de leur action radicalement transformée dans la configuration actuelle. Dans les places fortes de l'EI, ils sont formés, endoctrinés, entraînés, armés. Des objectifs leur sont assignés, et leur révolte et leur mal-être sont mis au service d'un projet global de déstabilisation géopolitique.

Néanmoins, l'intervention militaire seule a ses limites. Elle est légitime et nécessaire pour réduire les menaces (cf. opérations Barkhane et Chammal) mais elle n'est pas suffisante. On peut imaginer que, dans quelques mois, Daech sera vaincu militairement au Levant. Pour autant, cette victoire – ô combien souhaitable – ne résoudra pas l'intégralité des problèmes de la région. La phase militaire doit très vite être complétée par une phase de « développement dans la sécurité » qui permettra aux États concernés de s'imposer, de reconquérir leur territoire et d'assurer une administration inclusive de leur population. À plus long terme, seules des perspectives durables de développement et la sécurité globale de ces territoires et de ces populations leur garantiront, et nous garantiront, la paix. Or ce développement suppose aussi un investissement dans la structuration culturelle, politique, économique et sociale de ces pays (notamment sur l'éducation, la santé, les politiques de sécurité et les infrastructures). On pourrait d'ailleurs être tenté de qualifier cette action inclusive des populations comme un mouvement de « contre-insurrection ». Or cette structuration demande des moyens conséquents, qui ne pourront être mobilisés que par une intensification de notre politique de développement.

Enfin, nous ne devons pas laisser prospérer l'idée que notre État-nation peut se protéger seul. La dimension européenne de la réponse doit être mieux valorisée. Face aux chimères isolationnistes du Front national, nous devons réaffirmer le besoin d'une réponse coordonnée et mutualisée. Elle seule nous donnera le poids diplomatique suffisant, les moyens économiques et techniques nécessaires (satellites, data, régulation d'Internet). C'est en ce sens que l'Europe doit évoluer pour permettre et accompagner nos politiques de défense et de sécurité. Notre réponse globale doit se construire avec ces pays qui sont nos alliés les plus proches, avec

lesquels nous partageons déjà de nombreux éléments de souveraineté (l'euro, l'espace Schengen, la clause de solidarité 47-2).

Pour une initiative européenne d'un plan de sécurité et de développement

La France doit ainsi, au moment opportun, prendre une initiative forte, une prise de risque assumée pour mener une négociation globale avec les pays du Sud. Cette initiative, qui pourrait entraîner l'Allemagne (susceptible de se montrer hésitante) tout d'abord, puis l'Italie, l'Espagne et les autres pays européens, se concrétiserait dans une grande conférence Europe-Méditerranée-Afrique, avec des représentants de la communauté internationale.

L'objectif concret serait de se doter d'un plan d'aide massif et durable, financier et technique qui vise la (re)construction des pays concernés, notamment par les infrastructures (transport, éducation, santé) et les dispositifs de sécurité et de défense. Les ressources financières pour ce plan sont en réalité disponibles à la fois chez les bailleurs mondiaux (où elles sont bloquées par la mauvaise volonté américaine et les pesanteurs de l'orthodoxie libérale) et dans certains pays émergents, comme la Chine. Cette initiative participerait ainsi de l'émergence d'une nouvelle donne dans la gouvernance mondiale, au moment où les États-Unis se désengagent partiellement de cette zone d'influence sans pour autant renoncer à interférer ou prendre le risque d'être bloquants. C'est dans ce cadre que pourrait être utilement définie une nouvelle politique migratoire de dimension européenne, qui serait d'inspiration essentiellement économique et fondée sur le principe gagnant-gagnant. En effet, les pays européens ont globalement de forts besoins de main-d'œuvre et les pays d'émigration

auraient tout à gagner à développer des systèmes d'échanges avec clauses de retour pour que nos systèmes de formation soient mis au service de leur développement.

Cette action globale pour la sécurité prendra du temps et demandera des moyens importants. L'enracinement de ce terrorisme, son savoir-faire et la complexité des problèmes géopolitiques posés sont tels que l'on sent bien qu'il n'y aura pas de solution simple et rapide. Ainsi, notre conviction est que cette guerre surdétermine la période, réorganise les priorités de nos politiques publiques et peut même en changer la nature.

LA FRANCE FACE À LA MONDIALISATION

La France, et la gauche en particulier, ont un problème avec la mondialisation. Face aux révolutions économiques et technologiques, la France a longtemps cru qu'elle pourrait s'abstraire de la compétition mondialisée. Il y a aujourd'hui d'indéniables éléments de maturation, puisqu'on voit bien que les Français prennent conscience de ces enjeux, parfois même plus vite que leurs représentants politiques. Mais la tentation du repli, ou tout du moins celle d'avancer à reculons, nous guette toujours.

Avec cette inertie si française, nous avons eu recours à toutes les échappatoires possibles : le recours massif à la dette, le refuge dans des idéologies du repli et de l'autarcie, le mythe d'un bouclier européen qui aurait pu nous protéger. L'Europe ou l'euro, qui a indéniablement son utilité, n'est pas le bouclier que nous avons imaginé. Nous sommes

désormais au pied du mur, face à l'évidence que nous ne pourrons pas nous abstraire du cours du monde. Nous sommes confrontés à une perte de substance industrielle, à une perte de création de valeur et d'emplois de nature à remettre en cause à la fois la soutenabilité de notre modèle social et, plus largement, notre souveraineté.

La gauche doit cesser d'assimiler la mondialisation à sa dimension financière. La mondialisation est d'abord faite d'éléments objectifs qui s'imposent à tous : des économies plus intégrées, un développement des échanges commerciaux et financiers, une circulation accrue de l'information, une intensification des échanges culturels et des migrations. Nous ne sommes, en revanche, pas obligés d'adhérer à une vision exclusivement libérale de la mondialisation qui prétend annihiler toutes les barrières, faire disparaître les États et les frontières, justifier la concentration des richesses par le capitalisme financier et uniformiser les cultures et les modes de vie. C'est cette hystérisation insupportable de la mondialisation qui doit être combattue et régulée. Affronter la mondialisation, ce n'est pas être dans le déni, comme certains à l'extrême gauche, ou dans la tentation du repli, comme d'autres à l'extrême droite. Ce n'est pas non plus accepter une simple adaptation aux préconisations de la doxa ordo-libérale, ni renoncer à certains éléments au cœur de notre modèle civilisationnel, en particulier une aspiration profonde à la justice et à l'égalité.

Notre engagement combatif dans la mondialisation doit donc être porteur d'une critique du capitalisme contemporain, de ses excès financiers, de ses impacts environnementaux, sociaux et démocratiques. Pour lutter contre les paradis fiscaux, contre les stratégies de contournement des Big Pharma comme des GAFA, nous devons inventer de nouvelles régulations. Ces régulations doivent être pensées

et construites avec ceux qui sont les plus proches de nous : les Européens. Ces nouveaux cadres d'action doivent remettre l'économie au service d'un monde plus juste, plus humaniste.

OUI, LA RÉPUBLIQUE EST EN DANGER

Cette prise de conscience est essentielle, fondatrice. Notre République est menacée. Moins – au regard du caractère polysémique du terme – en tant que forme institutionnelle de régime qu'en tant que consensus politique historique autour d'un certain nombre de valeurs fondatrices. Le risque n'est pas tellement que notre République puisse être subvertie, renversée, mais plutôt qu'elle s'anémie.

Depuis longtemps, nous considérons la République comme un fait acquis, comme allant de soi. Pourtant, elle est aujourd'hui agressée depuis l'extérieur et, sur le plan intérieur, remise en cause par des extrêmes. Elle doit donc se réveiller pour se défendre. Elle ne peut plus seulement être une référence abstraite mais doit redevenir l'objectif premier de notre combat politique et de la mobilisation de l'État. Nous devons passer d'une vision passive à une vision offensive du combat pour la République.

Le Front national n'est pas un parti républicain

Pour la gauche, la menace pour la République la plus évidente, la plus dénoncée – et parfois instrumentalisée –, c'est le Front national. Car le FN n'est pas un parti républicain. N'en déplaise à Nicolas Sarkozy, le FN n'est pas un parti « compatible » avec la

République. Contrairement au sophisme régulièrement avancé, il ne suffit pas d'être autorisé dans un cadre démocratique pour être compatible avec la République. Il est bien connu que la démocratie, et c'est là sa force en même temps que sa faiblesse, autorise toutes les forces politiques qui respectent son cadre légal à concourir aux élections, y compris les forces qui défendent des projets d'inspiration non démocratique. L'histoire nous apprend malheureusement que des partis autoritaires ont parfois conquis le pouvoir par les urnes et non par la force. Malgré ses racines historiques et malgré la violence encore présente dans ses franges militantes les plus extrêmes, personne n' imagine d'ailleurs que le FN projette – comme le firent les ligues d'extrême droite des années 1930 – une prise de pouvoir par un coup d'État. Toutefois, il ne suffit pas non plus de renoncer à l'action violente pour être républicain, contrairement à ce qu'a pu affirmer par exemple Gérard Longuet en février 2015.

Avant d'être un cadre constitutionnel, la République est un ensemble de valeurs qui nous sont léguées par notre histoire, en premier lieu la Révolution française et le Conseil national de la résistance. Or, cet héritage, le Front national ne le partage pas avec nous. Ce parti ne s'inscrit pas dans les valeurs de notre devise. Il ne défend pas la liberté, il propose un système d'ordre répressif. Il ne tolère pas, par exemple, la liberté d'expression et la liberté de la presse. Il ne défend pas l'égalité, puisqu'il propose d'accorder des droits inférieurs à certaines catégories de la population. La substitution sémantique de la « priorité nationale » à la « préférence nationale » n'en change pas la philosophie. Il ne défend certainement pas la fraternité, puisque l'essence de sa démarche politique consiste à diviser, à opposer, à désigner des boucs émissaires. À aucun moment de son histoire le FN n'a mérité un passeport républicain.

L'anti-républicanisme est aussi une composante de notre histoire

Soyons lucides, mais sans nous auto-flageller. L'audience acquise par les idées du FN ne résulte pas seulement de nos propres erreurs et des faiblesses des politiques conduites dans notre pays depuis plusieurs décennies. Certes, le chômage et les inégalités – pour les analystes de gauche – ou la crise morale, la panne européenne, l'insécurité, les difficultés d'intégration – pour les analystes de droite – ont favorisé cette progression.

Mais, au-delà du contexte, il y a la réalité d'un courant politique qui existe en France depuis les débuts de la République. Il a été marginalisé après la Seconde Guerre mondiale et l'épisode de la collaboration. Il s'est à nouveau déconsidéré dans les combats de la décolonisation. Il a réapparu avec force il y a une trentaine d'années lorsque, avec le temps, les anticorps politiques dont la France s'était dotée se sont progressivement affaiblis. Les nouvelles générations n'ont plus – au mieux ! – qu'une culture livresque des tragédies vécues par leurs parents ou grands-parents. Et c'est l'histoire, une vieille histoire, qui reprend désormais son cours alors même que notre société traverse une crise inégalée.

Le FN y plonge ses racines. Ses cadres les plus anciens restent ceux de la collaboration, du négationnisme ou de l'OAS. La relève est constituée, pour une large part, de militants dont les paroles et les actes sont tout aussi radicaux. Si le FN change dans la forme, le fond de son idéologie demeure le même. Le FN, qui conserve des caractéristiques spécifiques, constitue la déclinaison française du national-populisme qui progresse presque partout en Europe.

Le bloc réactionnaire

Mais, surtout, au-delà même de la force politique et électorale qu'est le FN, existe désormais dans notre pays une force culturelle et idéologique majeure qui a son existence et son identité propres : le bloc réactionnaire. Cette force représente par elle-même un phénomène politique extrêmement dangereux, peut-être même plus que ne l'est le FN.

Cette force va bien au-delà du FN, mais elle est en résonance avec lui, sans qu'on puisse dire précisément qui précède qui, et qui procède de qui. On voit bien qu'elle peut servir de sas de banalisation pour le FN, mais qu'elle peut aussi être conçue par certains comme un espace de siphonage de l'électorat FN. En tout état de cause, la porosité des idées avec l'extrême droite y est forte, et le plus vraisemblable est que ces acteurs s'imaginent un destin commun. Ce bloc réactionnaire rassemble toute la droite partie « à l'école buissonnière ». Il trouve ses porte-parole aussi bien dans l'aile dure des Républicains que chez les polémistes et « intellectuels néo-réactionnaires », au premier rang desquels Éric Zemmour.

Ce bloc réactionnaire est à l'offensive. Il suffit de voir les enquêtes d'opinion sur ses thèmes de prédilection. Car, même s'il se distingue assez nettement de la caricature fascisante que peut parfois offrir le FN, même dans sa version crypto-communiste prônée par Florian Philippot, il n'en demeure pas moins qu'il est soudé par le pessimisme, le déclinisme, l'anti-européisme, et une forme particulière de xénophobie et d'islamophobie liée à la conviction profonde que l'étranger – en l'occurrence musulman – est par essence inassimilable, et que sa présence est la source d'une large part de nos maux. On

peut d'ailleurs, en passant, trouver amusant que cette « droite révolutionnaire » soit devenue le « parti de Moscou » d'aujourd'hui, puisque ce n'est pas seulement l'action autoritaire de Vladimir Poutine qui y est valorisée, mais également le discours et la vision du monde d'une faction du Kremlin construits sur la défense de la chrétienté face à l'islam.

Cette droite attend donc que le processus de banalisation et de maturation du FN soit accompli, qu'il se soit suffisamment débarrassé de ses oripeaux historiques et de ses discours pseudo-socialisants pour converger avec lui. Elle pousse ainsi le FN à sortir de ses propres contradictions. Car il existe en réalité plusieurs FN. Les différences manifestes d'orientation entre Florian Philippot et Marion Maréchal-Le Pen lors du dernier congrès du FN ne sont qu'une nouvelle illustration de son caractère structurellement et historiquement composite. Cette diversité est aujourd'hui en partie dissimulée par la rhétorique anti-européenne qui sert de tuile faîtière à son discours et par la dynamique, la volonté de conquête du FN, qui a cependant été ébranlée par le coup d'arrêt fort des élections régionales de 2015.

Il n'en demeure pas moins qu'il existe un « FN du Nord » et un « FN du Sud », et qu'ils ne partagent pas grand-chose. L'un s'est construit notamment sur les ruines de la contre-culture communiste, et se positionne donc plus volontiers sur la question sociale et l'antilibéralisme. L'autre demeure davantage marqué par ses thématiques traditionnelles, ses racines dans le catholicisme intégriste et sa porosité avec la droite dure.

Or, poussées à l'extrême, ces contradictions peuvent aboutir à désarticuler le FN, à dissocier ses différentes composantes. L'histoire

nous apprend, par exemple, que l'extrême droite, lorsqu'elle a pu exercer le pouvoir sur les plans local ou national, a toujours abandonné ce vernis social pour mettre en œuvre une politique conservatrice et réactionnaire, y compris dans ses dimensions économiques et sociales. On imagine, d'ailleurs, que, si le FN s'engageait, notamment dans le Sud-Est, dans une tentative de recomposition et d'hybridation avec le bloc réactionnaire, cette droite y perdrait évidemment son âme et une partie de son électorat, mais le FN lui-même ne sortirait sans doute de l'ambiguïté qu'à ses propres dépens.

On peut d'ores et déjà mesurer le poids de ce bloc réactionnaire par l'influence qu'il exerce sur les primaires qu'organise la droite. En effet, chaque candidat à cette primaire est confronté à la tentation de droitiser son programme pour composer avec les exigences du bloc réactionnaire. Quels que soient leur personnalité ou leur parcours, tous sont contraints de donner des gages, dans la critique radicale du gouvernement et de la gauche, dans un discours de rupture économique et sociale, de fermeture sécuritaire, d'affirmation identitaire, de scepticisme européen, etc. En réalité, c'est bien le bloc réactionnaire que chacun essaie soit de mobiliser, soit à tout le moins de circonvenir, en faisant l'analyse que l'électorat de la primaire sera peu regardant sur la porosité des discours entre la droite et l'extrême droite. Sans faire un recensement exhaustif, il suffit par exemple d'analyser l'évolution du discours de François Fillon, qui, sous une forme certes policée, va très loin dans la prise en compte des attentes radicales de ce bloc réactionnaire.

UN NOUVEL AGENDA POLITIQUE POUR LA GAUCHE

La nécessité de revoir en profondeur le « logiciel » de la gauche

Face à ces évolutions structurelles, ces menaces comme ces opportunités, la gauche française est démunie. En effet, ces questions nouvelles imposent de rompre avec le conformisme d'un socialisme classique. En réalité, les réponses traditionnelles de la pensée du Parti socialiste sont frappées d'obsolescence. Elles ne nous permettent pas de comprendre, d'éclairer, et encore moins d'affronter, un monde qui est « apolaire » et non bipolaire, un monde qui est plus chaotique que libéral.

La gauche tarde à se livrer à une rénovation pourtant nécessaire et profonde de son cadre politique. La « parenthèse » ouverte en 1983 n'en était évidemment pas une, mais tout le monde, à gauche, a fait semblant de le croire. Ce refus d'assumer ce que nous faisons, cette déconnexion des discours et des actes nous ont maintenus pendant des décennies dans une forme d'ambiguïté dont nous payons encore le prix aujourd'hui. Cette ambiguïté n'est d'ailleurs pas toujours exempte d'opportunisme. À titre d'exemple, on peut rappeler que Martine Aubry n'aurait jamais été élue première secrétaire du PS sans le soutien de Dominique Strauss-Kahn et celui de ses amis.

Faute d'*aggiornamento* en temps voulu, la culture – à tout le moins le discours – anticapitaliste des années 1970 a continué de perdurer à gauche. Le candidat Hollande a certes adopté, notamment dans la primaire, un discours plus clairement réformateur, social-démocrate. Mais il a dû composer avec un projet du PS de facture très traditionnelle. Et, derrière un catalogue de bonnes intentions, l'anti-sarkozysme a très largement tenu lieu de boussole. Déjà en retard sur le monde d'hier, nous sommes aujourd'hui percutés par le monde nouveau.

Le Parti socialiste, au-delà de sa fonction organisatrice, avait assis son succès politique sur la fusion de différents courants idéologiques de la gauche française : sociale-démocratie traditionnelle, républicains progressistes, chrétiens sociaux, démocrates libéraux, communistes critiques, etc. Il a su valoriser, en fonction du contexte, ces différents apports. Ce mécanisme de synthèse a vécu, notamment car l'alliage interne de chacun de ces courants s'est lui-même altéré. Pour reconstruire un projet politique, il faut donc reconstituer de nouveaux alliages et les rassembler dans une nouvelle architecture.

Un nouvel « agenda »

Ce n'est rien de moins qu'une nouvelle synthèse entre la République et la gauche qu'il nous faut inventer. La gauche s'est vécue pendant des décennies comme a-nationale, plus démocrate que républicaine, portant une mission de redistribution dans une période de relative croissance. L'ensemble de ces éléments est appelé à évoluer.

La revalorisation actuelle de la nation nous amène à nous reconnecter avec la forme politique progressiste de cette dernière

qu'est la République. La dimension politique de la pensée de la gauche doit être réhabilitée et la prédominance de sa dimension économique combattue. Car, de la même manière que le marxisme a pu s'abâtardir dans une forme d'économisme, le socialisme s'est rabougri en se réduisant parfois à un simple keynésianisme. Notre indignation doit aussi se traduire dans un refus de la prétention des discours économiques, quels qu'ils soient, à diriger notre société.

Cette dimension politique de la gauche, qui était devenue moins perceptible, n'en est pourtant pas moins essentielle, bien au contraire. En effet, la gauche est une force humaine qui se mobilise pour l'égalité et l'émancipation ; qui est, par essence, en mouvement et non dans la conservation ; qui est, d'une certaine manière, née sur le territoire français – lorsque s'est posée la question de traduire les idéaux de la Révolution française dans un système productif marqué par la mutation industrielle – mais qui s'est rapidement déployée à l'échelle de la planète.

PREMIER DÉFI : POUR UNE RÉPUBLIQUE À L'OFFENSIVE

Tout d'abord, il faut avoir le courage de reconnaître – et c'est parfois difficile pour la gauche – que les questions républicaines, sécuritaires et civilisationnelles s'imposent aujourd'hui avec force d'elles-mêmes. Il n'est pas possible de les balayer d'un revers de la main comme si elles étaient le pur produit d'une construction artificielle, d'un choix idéologique, d'un jeu politique. Elles correspondent d'abord à une réalité vécue par nos concitoyens, dans leur tête et dans leur corps.

Et il nous faut ici nous prémunir d'un grave problème de concordance des temps. Nous entendons parfois que la gauche pourrait simplement s'abstraire de cette question sécuritaire en revenant uniquement à la question économique et sociale. Or, si une partie des réponses à ces questions régaliennes sont effectivement de nature économique et sociale, tout le monde sait que ces dernières n'auront au mieux d'effet qu'à moyen et long termes, alors qu'une réponse est attendue à court terme. Répondre à cette angoisse sécuritaire et culturelle et donner un sens, une direction, à notre communauté de destin, n'exigent pas seulement de renforcer la réponse régalienne. C'est un plan global de reconquête républicaine que nous devons engager pour lutter contre les menaces et prévenir la montée des extrêmes.

Notre République doit donc tout à la fois être plus ferme et plus bienveillante. Elle doit fixer des règles claires et les faire respecter. Nous devons imposer le respect de l'État de droit et de nos valeurs aussi bien aux factieux d'extrême droite qu'aux prêcheurs d'un islamisme radical. Il s'agit d'un combat politique, d'un combat du droit, d'une mobilisation de l'État autour des valeurs républicaines. Dans le même temps, notre République doit être plus chaleureuse, plus fraternelle. La fraternité républicaine qui nous unit et la promesse républicaine d'une mobilité sociale liée au mérite doivent être davantage promues et traduites dans les actes.

Réaffirmer le primat de la question démocratique et républicaine

Le positionnement « socialisant » du FN actuel remet à l'ordre du jour un débat qui anime la gauche française depuis ses origines. Dans cette période où les lignes se brouillent, il importe de

réaffirmer ces repères fondamentaux qui ont fondé l'histoire et l'honneur de la gauche républicaine et du Parti socialiste.

Avec Jaurès, nous avons affirmé que le combat socialiste prenait appui sur l'espérance républicaine et qu'il se fondait, pour cela, sur le primat de la question politique et démocratique, y compris par rapport à la question sociale. Avec l'affaire Dreyfus, nous avons appris que la défense des valeurs de liberté, de dignité humaine et de justice l'emportait sur l'engagement de classe. Le choix de l'une ne peut jamais se faire au détriment de l'autre. Avec Léon Blum, nous avons confirmé cette primauté de la question démocratique.

Ce postulat n'a cessé de se renforcer contre le stalinisme et au milieu des drames de la Seconde Guerre mondiale puis de la guerre froide. Seules la République et la démocratie ont engendré du progrès social durable. Sans elles, il n'y a qu'échec et régression. Encore aujourd'hui, la capacité à subordonner la question sociale à la question politique doit être au cœur de l'engagement de la gauche réformatrice.

Combattre le Front national et le bloc réactionnaire

Plus que le FN, c'est la réalité de sa force et de la menace qu'il représente qui a changé. Cela nous contraint tous à réviser nos stratégies. C'est désormais le programme lepéniste qu'il faut combattre sur un terrain concret, en mettant en valeur les conséquences politiques, économiques et sociales qui découleraient inévitablement de son arrivée au pouvoir.

En effet, le Front national n'est plus un parti émergent. C'est désormais une force politique émergée et, selon toute vraisemblance,

durablement installée dans le paysage politique français. Le bipartisme gauche-droite propre à la Cinquième République et renforcé par ses modes de scrutin, a vécu. Il va falloir que nous apprenions tous à vivre et à raisonner sous le régime de la tripolarité qui bouscule les schémas anciens et rend obsolètes des règles de conduite que l'on croyait immuables. Le Front national a franchi la barre des 20 %, voire des 30 % dans la plupart des scrutins récents en siphonnant des voix à droite comme à gauche. Les rassemblements majoritaires, ceux qui permettent de gouverner et d'assurer une alternance, dans le champ de la démocratie, ne peuvent plus être ceux que nous avons connus par le passé.

Le FN a changé et il ne suffit pas de répéter que ce changement est factice pour convaincre ceux qui se laissent tenter par ses thèses. La nature profonde du FN n'a pas évolué mais un changement majeur est intervenu : le FN ne se contente plus de vouloir seulement perturber le pouvoir en place, il assume désormais de vouloir s'en emparer. La stratégie dite de dédramatisation engagée par Marine Le Pen, le mariage que celle-ci a su opérer entre thèmes sociaux et thèses xénophobes, l'émergence d'une nouvelle génération de responsables placent le FN dans une dynamique indéniable. Le vote de colère est devenu un vote d'adhésion. Le FN n'est pas une bulle qui va se dégonfler, mais une force qui peut encore grossir. Il veut désormais constituer une véritable alternative. On ne peut pas exclure *a priori* qu'il ne pourra jamais gagner lors des scrutins décisifs de notre vie démocratique. Soyons encore plus clairs : si, comme c'est malheureusement possible, Marine Le Pen est présente au second tour de la prochaine élection présidentielle, c'est tout le camp républicain qui devra revoir sa stratégie. Jusqu'à présent, nous étions, à gauche tout au moins, acquis à l'idée de faire barrage si nous n'étions pas en

mesure de l'emporter, pour renvoyer le FN à une forme de marginalité politique. La situation n'est plus la même.

Car le FN est désormais une menace durable. Aucun des éléments structurels qui favorisent la montée du Front national (la mondialisation, le chômage de masse, la crise identitaire, la crise du projet européen, etc.) n'est intégralement soluble à court terme. Aucune des politiques proposées, de la plus dirigiste à la plus libérale, ne peut sérieusement promettre de les résoudre rapidement. Il ne suffit pas de ne pas parler du FN pour qu'il n'existe pas. Il ne s'agit pas d'une simple incongruité, qui découlerait d'une contingence économique ou sociale exceptionnelle, de la persistance depuis trente ans d'un chômage de masse. Il ne s'agit pas d'un phénomène créé artificiellement par tel ou tel, dans une volonté d'instrumentalisation, qu'on pourrait faire disparaître aussi aisément qu'on l'aurait prétendument créé.

En outre, si l'on reste attaché aux fondements de notre système démocratique, on ne peut pas considérer que les électeurs du Front national ne seraient que des victimes, dominés par la déception, la peur ou la colère. Il faut aussi considérer qu'ils sont acteurs de la situation, qu'ils sont des citoyens responsables, auxquels il est légitime et même absolument nécessaire de s'adresser. Il ne serait ni exact, ni de bonne pédagogie d'évoquer toujours des déterminismes à la formation d'une opinion politique, en particulier lorsqu'elle est radicale, choquante ou dangereuse. C'est un manque de respect vis-à-vis de l'électeur, qui peut, à juste titre, irriter ou déresponsabiliser.

La gauche doit s'emparer de la séquence stratégique des primaires de la droite

Le processus de décomposition politique est aussi à l'œuvre à droite. En effet, alors que la gauche mène dans la douleur une entreprise de clarification, la droite, elle, ne l'a pas encore entamée. Elle va donc devoir, notamment lors de sa primaire, clarifier des éléments aussi essentiels que son leadership, son projet et sa stratégie. La gauche ne doit pas être simple spectatrice de ce processus. Elle ne doit pas non plus être dans le seul commentaire politique ou tactique. Elle doit s'emparer de cette séquence comme une opportunité stratégique pour contraindre la droite à cette clarification.

En effet, la tentation sera grande à droite de se contenter de l'anti-hollandisme comme boussole en misant sur les alternances accélérées de notre « démocratie punitive » actuelle. Le risque est donc grand pour eux de privilégier les discours de rupture à ceux de compromis, de rechercher la radicalité, la surenchère. Il est ainsi possible que la droite commette la même erreur que celle que nous avons commise par le passé : ne parler qu'à son propre camp, ne se construire que dans la critique du camp adverse, sans se soucier réellement des attentes des Français, et sans chercher à savoir si nos propositions sont crédibles et si nous aurons les moyens politiques de les réaliser.

Nous devons donc nous emparer des débats de cette primaire pour contraindre ses candidats à des clarifications fondamentales. Pensez-ils vraiment, s'ils gagnaient, qu'ils pourraient gouverner seuls, alors qu'ils représenteraient vraisemblablement au mieux un quart de l'électorat ? Et, s'ils devaient nouer un compromis, avec qui le

noueraient-ils : la gauche républicaine ou le bloc réactionnaire ? En vertu de cela, quelles sont leurs véritables priorités, leur agenda de réformes ? Nous devons contraindre les candidats à la primaire des Républicains à sortir de la posture cynique et de la fiction selon laquelle ils pourraient demain gouverner seuls, pour dévoiler leur stratégie réelle. Face au risque de « trumpisation », la gauche devra mener le combat contre ceux qui, à droite, seront tentés de céder aux sirènes du bloc réactionnaire.

Lutter contre le fondamentalisme islamiste

Dans le même temps, la République doit aussi être défendue contre les risques liés au fondamentalisme islamiste. Il ne suffit pas de lutter contre sa traduction la plus radicale qu'est l'acte terroriste. Le fondamentalisme doit aussi être combattu en tant que tel, au regard des valeurs et des pratiques sociales qui sont les siennes, et des dangers qu'elles font courir à la République. Cette propagande idéologique et les pratiques sociales qu'elle induit sont susceptibles de protéger, d'excuser voire de favoriser des passages à l'acte terroriste. Car elles promeuvent des idées communautaristes, inégalitaires (notamment entre les hommes et les femmes), agressives, menaçantes vis-à-vis du reste de la population, quelles que soient son origine ou ses croyances, bref, des idées contraires aux valeurs républicaines.

Pour ce faire, il faut définir précisément ce contre quoi et comment nous voulons lutter. Il est ainsi essentiel de ne créer aucun amalgame entre islam et fondamentalisme radicalisé. D'abord, parce que ce serait foncièrement injuste et erroné. Ensuite, parce que cela représenterait le plus grand des succès pour Daech. Il est par ailleurs nécessaire de distinguer très clairement la problématique de l'islamisme

radicalisé de celle du terrorisme, afin de lutter efficacement contre l'un et l'autre. Car l'un ne mène pas automatiquement à l'autre. Seule une fraction de l'islamisme militant se traduit dans une hyper-radicalisation et un passage à l'acte terroriste. Et l'on sait que les raisons menant finalement à ces passages à l'acte sont multifactorielles, que les éléments liés au parcours de vie pèsent autant que ceux liés au milieu social, que la problématique de la délinquance joue par exemple un rôle souvent plus important que celui de la seule radicalité.

Pour autant, évitons de sombrer dans le déterminisme, le « causalisme ». Il est probable que, sous la violence du choc, une part de la population, paralysée par la peur, soit tentée de baisser la tête. Cela s'est déjà produit dans notre histoire. Elle risque alors de sombrer dans la culture de l'excuse, du doute, de la culpabilité, qui pourrait amener certains à croire que nous sommes nous-mêmes les causes de ces actes effroyables. Nous devons être forts, nous ne devons pas confondre la compréhension et l'excuse. Et – bien que cela ne nous prive pas de l'impérieux devoir d'agir contre les phénomènes de ségrégation, contre les discriminations, pour donner un avenir éducatif et professionnel aux jeunes des quartiers défavorisés –, nous n'acceptons pas l'idée que la haine, la pulsion de mort, l'entreprise terroriste internationale soient seulement considérées comme des faits sociaux déterminés et non comme des actes dont leurs auteurs sont responsables. Ainsi, même si les sciences humaines constituent des apports essentiels, il n'en demeure pas moins que les explications structurelles ou macro-statistiques ne peuvent justifier des actions individuelles. Il n'est pas possible de ramener l'intégralité de l'individu à un « bain » de déterminations structurelles sans nier la liberté individuelle, qui demeure l'un des principaux fondements philosophiques de nos systèmes démocratiques.

Nous devons agir rapidement et avec force contre les formes organisées de propagande islamiste radicale au sein même de notre société. Pendant des dizaines d'années, les différents gouvernements ont négligé, par facilité ou par complaisance, cette problématique. Mais c'est aujourd'hui l'autorité et la légitimité de l'État qui seront jugées par tous à l'aune de sa capacité à faire respecter les lois de la République. Ce plan d'action républicain est donc inspiré par nos valeurs fondamentales : les principes fondamentaux de la République, la lutte contre la violence, contre les pressions exercées par la communauté sur l'individu, pour la laïcité, l'égalité femmes-hommes, la lutte contre le racisme et les discriminations. Il importe ici d'affirmer clairement qu'il ne s'agit pas seulement d'une problématique classique de laïcité, car cette notion renvoie au problème plus général de l'exercice de tous les cultes, et pas dans l'acception dévoyée qu'en fait le Front national pour dissimuler sa xénophobie anti-musulmane.

Cette stratégie nationale est certes distincte des opérations de sécurité et d'antiterrorisme engagées dans le cadre de l'état d'urgence, distincte aussi de la lutte contre la délinquance, notamment le trafic de cannabis, et distincte enfin de la lutte contre la relégation des quartiers défavorisés. Mais ces actions qui contribuent toutes au rétablissement de l'ordre républicain doivent également être renforcées. Arrêtons-nous un instant sur la question du cannabis. Je suis convaincu que la République ne pourra pas être restaurée dans certains quartiers tant que perdurera une politique de prohibition. Cette politique de « guerre à la drogue » est un échec avéré. Elle est désormais largement remise en cause sur le plan mondial. En France, l'importance de la consommation de cannabis – produit dont la dangerosité est certaine – est un échec patent de santé publique. Et cette prohibition conduit à l'instauration d'une société et d'une

économie parallèles qui se construisent et se financent dans le refus du travail, de la loi et de la République. Cette stratégie nationale de reconquête républicaine et de promotion des quartiers doit concerner de nombreux domaines : à l'égard de l'exercice du culte musulman, ainsi qu'à l'école, dans le monde éducatif, dans l'enseignement supérieur, dans le milieu du sport, dans les quartiers défavorisés, dans les entreprises, notamment publiques, dans les prisons et, évidemment, sur Internet...

Plus largement, une action globale doit être menée pour réinstaurer une République universaliste. Notre universalisme n'est pas une uniformité, mais il promeut l'unité républicaine. Cette reconquête passe donc par la redéfinition d'un État puissant, stratège mais décentralisé, et par la réaffirmation du caractère social de notre République pour garantir sa cohésion.

Être républicain et européen

Nous ne devons pas abandonner notre idéal européen, nous détourner de la promesse européenne. Il est possible d'être patriotes et, dans le même temps, d'assumer totalement cette histoire, ces mythes fondateurs et cette aventure européenne : nous en sommes les enfants.

Il nous faut cependant être lucides. Les Européens n'ont pas encore suffisamment conscience de leur appartenance à une communauté politique, économique et culturelle qui est, il est vrai, handicapée par les errements de la bureaucratie communautaire. Ils perçoivent dans le même temps la gravité des processus qui, à nos frontières et dans la vie même de nos sociétés, sont de nature à mettre à mal ces valeurs, même s'ils se bercent encore trop souvent de l'illusion

que l'histoire se serait arrêtée avec la chute du mur de Berlin. Cette forme de négligence, voire d'arrogance, nous expose au risque de ne pas percevoir clairement ces signes de remise en cause civilisationnelle. À l'inverse, prendre en considération les dynamiques à l'œuvre dans ce monde nouveau doit nous amener à assumer plus clairement une volonté de puissance française et européenne, une affirmation de nos valeurs, de notre fierté, d'un esprit de conquête moral, intellectuel, scientifique, industriel et stratégique.

Nous devons ainsi continuer à nous démarquer totalement du discours nationaliste, xénophobe et anti-européen. Nous continuons à croire à l'impératif stratégique de la coopération la plus profonde entre pays européens. Nous devons impérativement sauver notre monnaie commune, nos frontières communes. Et nous avons aussi besoin d'avancer dans la voie de l'harmonisation fiscale et sociale, notamment au sein de la zone euro. Il faut cependant avoir pleinement conscience de ce que cela signifiera : la France ayant le plus haut niveau de prélèvements obligatoires et de protection sociale, cette convergence ne pourra jamais être un strict alignement de tous les autres sur les standards français. La France devra aussi évoluer pour se rapprocher des moyennes de ses principaux partenaires.

Pour reconstruire une dynamique européenne, il faudra profondément réinterroger le fonctionnement communautaire. Le Brexit, s'il se produit, serait certainement une déflagration suffisante pour nous amener à un réexamen complet des bases de la construction européenne. Une continuation et *a fortiori* un approfondissement semblent difficilement envisageables à 28. Des coopérations plus souples, fondées sur des groupes de pays plus soudés, devront être envisagées. La mise en place d'un réel gouvernement économique de

la zone euro est une nécessité pour garantir la pérennité de l'union monétaire. Le couple franco-allemand doit, lui, être redynamisé pour redevenir pleinement le moteur d'une union. Cela suppose toutefois qu'un échange approfondi soit mené sur ce que nos problématiques et nos politiques respectives peuvent avoir de divergent ou de commun, afin qu'un nouveau compromis puisse être noué. À cet égard, l'année 2017, qui verra se dérouler des élections générales en France comme en Allemagne, est un rendez-vous essentiel.

Le retour de la nation

En janvier 2015, à travers les attentats de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes, c'est la République qui a été visée. La réaction spontanée du 11 janvier a été la réaffirmation des valeurs républicaines de liberté, de tolérance, de laïcité. En revanche, le 13 novembre, c'est le corps de la nation française qui a été touché dans les rues de Paris et de Saint-Denis. Au-delà de la sidération et de l'émotion, c'est donc pour notre pays la question de son rapport à la nation, au fait national, qui est posée. Or cette question n'a pas de réponse aisée, singulièrement à gauche.

Pour le dire simplement, nous avons mal à la nation. À partir des années 1960-1970, une part de la gauche s'est caractérisée par une volonté de dépassement du cadre national. La nation semblait obsolète. Ce concept était fortement marqué par les défaites militaires et les dérives morales de Vichy d'un côté, et la décolonisation de l'autre, sur lesquelles notre universalisme était venu se briser. La nation s'était estompée. D'une certaine manière, le beauf de Cabu et l'adjudant Kronenbourg représentaient l'image que la gauche se faisait de la nation. La gauche se projetait alors plus volontiers dans son

internationalisme originel ou, pour les plus pragmatiques, dans un internationalisme de substitution qu'a pu représenter l'europhobie. Les drapeaux français et *La Marseillaise* étaient totalement absents des grandes manifestations de gauche. C'était plutôt le temps de *L'Internationale* et de l'hymne socialiste de Mikis Theodorákis.

Puis, dans les années 1980, notamment sous l'influence du GRECE (le « Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne » de la nouvelle droite extrême), certains à droite ont progressivement mis en œuvre une politique de stigmatisation et de restriction d'accès à la nationalité. Charles Pasqua et ses différentes lois ont incarné cette politique, ainsi que le développement de la logique du droit du sang. Formées dans les mouvements de mobilisation contre les lois Pasqua, des générations entières de militants de gauche vont assimiler leur engagement à la défense du droit du sol. La nationalité française est surtout défendue comme un statut juridique protecteur, ayant vocation à favoriser l'intégration. Elle est davantage pensée comme un statut juridique individuel plutôt que comme une communauté de droits et de devoirs. On comprend mieux dès lors la place qu'occupe le droit du sol dans l'« ADN » idéologique de nombreux militants de gauche, et l'émotion suscitée par le débat sur la révision constitutionnelle. Jean-Pierre Chevènement restera d'ailleurs longtemps un des rares critiques de cette vision passive de la nationalité. Et Ségolène Royal aura l'intuition – d'ailleurs fortement critiquée à l'époque dans son propre camp – de faire réapparaître dans sa campagne de 2007 les symboles de notre nation que sont le drapeau tricolore et *La Marseillaise*.

Mais c'est l'année 2015 qui marque le grand retour de la nation. Car, si la droite demeure articulée sur la défense du droit du

sang et de la nationalité comme héritage, c'est la gauche qui redécouvre – à l'occasion d'un débat polémique sur la déchéance de nationalité – cette conception contractuelle de la nation fondée sur une volonté d'appartenance et des valeurs communes, qui fut pourtant originellement de gauche (Rousseau, les Lumières, Renan).

Ainsi, si nous devons reconnaître les fautes historiques que la nation française a commises, nous ne devons pas rester figés dans cette culpabilité. Car les Français veulent renouer avec leur nation et ses valeurs dont ils sont fiers.

Ne pas sous-estimer les alternatives à l'universalisme républicain

N'en doutons pas : si nous, au sein de la gauche de gouvernement, n'avons pas le courage d'engager le combat pour l'universalisme républicain, les Français finiront par confier à d'autres la responsabilité de le mener. Et ces derniers seront nettement moins précautionneux quant aux amalgames et aux stigmatisations, et quant à la préservation de notre État de droit et de nos libertés publiques contre toute dérive.

Il existe d'autres schémas de résolution du problème. À notre vision républicaine et progressiste répond une vision ethniciste qui aboutit à une politique de zonage, de ségrégation, de création de réels ghettos pour les populations concernées et d'abaissement des droits individuels. Nous devons donc mener cette action à double titre : pour défendre les habitants susceptibles d'être visés et pour protéger la République contre l'extrême droite. On voit ici que deux visions futures de la France s'opposent. D'un côté, un modèle universaliste, unitaire,

intégrateur, d'inspiration républicaine qui pourrait rassembler une grande partie de la gauche mais également des franges des différentes droites. De l'autre, un modèle « libéral/séparatiste » qui aboutira en réalité à un véritable « apartheid communautariste », et à l'abandon de zones entières de notre territoire.

Ce modèle est porté, en filigrane, par différentes fractions de l'opinion : par le bloc réactionnaire, de l'extrême droite et de la droite extrême, bien sûr, qui veut continger, stigmatiser, reléguer et réduire les droits des populations qui ne sont pas originaires de pays ayant une tradition chrétienne. Ce modèle, défendu sans complexe par Marion Maréchal-Le Pen (mais pas par Florian Philippot), est en réalité un projet communautariste visant à regrouper des personnes privées de droits dans des zones abandonnées mais bien verrouillées et réprimées, et à discriminer toutes les personnes d'origine étrangère, qu'elles soient parfaitement intégrées ou non.

Ce projet de séparatisme est aussi porté par une part de l'opinion d'inspiration très libérale, fortement marquée la philosophie anglo-saxonne, et dont Pierre Manent s'est fait le porte-voix. On renoncerait à chercher l'intégration des communautés, notamment celle de la communauté musulmane, dans une communauté nationale. On accepterait de substituer des normes religieuses et communautaires à nos droits et nos règles républicaines, à nos valeurs de liberté, de laïcité. On laisserait faire les communautarismes.

Enfin, ce séparatisme est porté par une part de la gauche de la gauche, qu'on pourrait être tenté de qualifier – de manière polémique – d'« islamo-gauchisme ». Pour des raisons compassionnelles, en ne voyant les personnes d'origine arabo-musulmane que comme des victimes et

des opprimés, cette gauche, bien incarnée par Clémentine Autain, est prête à céder totalement au différentialisme culturel.

Les motivations de ces différentes opinions sont évidemment opposées : dans un cas il s'agit de stigmatiser, dans l'autre de laisser faire, et dans le troisième d'aider. Mais la forme d'organisation de la société serait la même : le séparatisme. Or le choix des Français entre ces deux grandes options n'est pas aussi évident qu'il n'y paraît car le combat contre les idéologies séparatistes, pour une vraie politique sociale et économique d'intégration, aura des traductions budgétaires lourdes, ce qui ne manquera pas d'apporter de l'eau au moulin de ses détracteurs.

Dans ce combat républicain, rien n'est acquis, rien n'est figé. Il ne pourra pas être le simple rassemblement des modérés car il nécessitera beaucoup de force et d'efforts. Mon choix du modèle d'intégration républicaine est bien sûr d'abord un choix de valeurs. Mais c'est aussi un choix d'efficacité et de précaution, car je suis convaincu que le modèle séparatiste, loin d'apaiser, est un modèle instable qui débouchera sur un risque accru de tensions civiles. Ce combat républicain est prioritaire, premier. Il ne suppose aucunement de renoncer au renforcement de notre cohésion sociale, bien au contraire, mais il surdétermine la question sociale.

DEUXIÈME DÉFI : POUR NOTRE SOUVERAINETÉ
ET NOTRE MODÈLE SOCIAL, PRENDRE
LE VIRAGE DE L'ÉCONOMIE DE DEMAIN

La compétitivité n'est pas une fin en soi,
mais elle est nécessaire pour rendre soutenables
notre modèle social et notre action politique

La France doit continuer à se réformer pour parvenir à saisir les opportunités de la révolution numérique actuelle et de la révolution biologique à venir, et ne pas les subir.

Il s'agit avant tout d'une bataille pour le renforcement du capital humain. En effet, si le traitement du chômage relève en partie d'outils conjoncturels et en partie de chantiers structurels pour créer davantage de flexibilité, il relève aussi d'un enjeu fondamental : assurer la requalification, l'employabilité, la remise à niveau de près d'un million de chômeurs de longue durée. Ce chantier titanesque, qui permettra d'adapter notre main-d'œuvre aux gisements de développement d'aujourd'hui et de demain, prendra certainement des années.

Cette mobilisation pour la création de valeurs est aussi une bataille de souveraineté. Il nous faut avoir les moyens financiers et technologiques de nos ambitions. Mais il s'agit davantage d'une remise à niveau par rapport à nos partenaires européens que d'une compétition. Car notre compétitivité peut se construire de manière coordonnée, coopérative et non déséquilibrée.

Rétablir notre compétitivité n'est pas une fin en soi. Mais c'est un élément essentiel pour préserver les caractéristiques qui nous semblent fondamentales du modèle français, et notamment pour garantir le haut niveau de protection sociale dont nous voulons nous doter. La compétitivité nous permet aussi de défendre nos intérêts et nos valeurs. Face à nos partenaires allemands, pour construire l'Europe que nous voulons. Face à nos alliés américains, pour affirmer notre indépendance. Face aux grands groupes mondialisés, et notamment aux grands monopoles technologiques de la quatrième révolution industrielle, qui risquent de créer une domination unipolaire, pour préserver notre souveraineté industrielle, technologique et culturelle.

Il nous faut donc agir sur toutes les composantes de la compétitivité : à la fois sur le coût du travail et sur la montée en gamme. Seules ces évolutions permettront la réinsertion des travailleurs les moins qualifiés et notre développement dans les secteurs où la valeur ajoutée est plus faible.

Notre combat pour l'emploi est aussi un combat pour la valeur travail

Notre politique économique doit pouvoir répondre à l'enjeu primordial de court terme qu'est la persistance d'un chômage de masse tout en anticipant les bouleversements structurels et profonds du travail et du salariat. Si l'on assume clairement que le travail est un vecteur essentiel de réalisation et d'émancipation individuelles, c'est un nouveau droit *au* travail que nous devons instaurer. Au regard des progrès vraisemblables de l'automatisation et de la robotisation, c'est tout notre système d'éducation, de formation et d'orientation qui doit évoluer dès aujourd'hui.

Construire une vraie flexisécurité

Face à un dualisme persistant entre des travailleurs « à vie » et des chômeurs définitivement exclus, face à ce consensus implicite d'exclusion dont notre pays semble parfois s'accommoder, face à une fragmentation croissante des formes d'emploi, de travail et d'activité, notre devoir premier est d'abaisser les barrières autour de l'emploi.

Alors que les stratégies de contournement des rigidités se multiplient, avec l'explosion du nombre d'auto-entrepreneurs, le recours massif aux CDD, à l'intérim, au travail détaché, ou celle des emplois « désintermédiés » par le numérique, nous devons mener ce chantier prioritaire qu'est la sécurisation de la couverture sociale pour tous les types d'emploi, envisagée comme un droit universel dont le financement se découplerait progressivement de l'emploi. Dans cette perspective, le compte personnel d'activité (CPA) que nous sommes en train de construire et qui n'est pas encore perçu – à juste titre – comme un droit tangible majeur par les Français est pourtant le premier jalon d'un nouveau système de protection sociale. Dans le monde qui vient, où l'évolution des technologies et donc la mutation du tissu productif s'accélèrent, où les parcours de vie sont, de manière subie mais aussi souvent volontaire, moins linéaires, plus heurtés, plus divers, plus complexes, il est essentiel que les droits soient désormais attachés à la personne et non à l'emploi ou au statut, et que des cadres collectifs permettent l'individualisation des parcours. L'ambition progressiste doit être de construire des droits et des protections adaptés aux réalités et aux aspirations du monde de demain.

La gauche doit renouer avec l'esprit d'entreprendre

L'esprit d'entreprendre n'a pas suffisamment sa place dans notre récit national. La France est un vieux pays jacobin où la centralité de l'intérêt général est sans cesse réaffirmée. Elle tolère mal les formes collectives qui peuvent exister entre l'État et le citoyen. Pourtant, notre vie quotidienne est faite aussi de ces cellules de base de la société que sont la famille, l'association ou l'entreprise.

À gauche, une lecture caricaturale, issue de la vulgate marxiste, a trop longtemps rapporté l'entreprise à la seule dimension de l'exploitation de l'homme par l'homme, et en a fait la source de tous nos maux. De manière symétrique, on retrouve au fondement des théories libérales et de la déformation capitaliste de l'économie de marché une autre caricature : l'entreprise ne serait mue que par le profit, quoiqu'il en coûte. Il faut cesser d'opposer l'esprit d'entreprise et l'intérêt général. Les salariés doivent évidemment être protégés dans leur lien de subordination à leur employeur. Un rapport de force et un compromis sont nécessaires entre leurs intérêts respectifs. Mais nous devons définitivement rompre avec ces vieilles lunes de « lutte des classes » opposant radicalement les patrons et les travailleurs, dans lesquelles les Français ne se reconnaissent pas. La réalité de la vie des gens, ce n'est pas le CAC 40, c'est la multitude de PME qui les entourent. Derrière l'unité factice de la notion d'entreprise, c'est en réalité une grande diversité qui se dévoile : de l'artisan à la PME, de la start-up aux grands groupes mondialisés, de l'entreprise privée à l'entreprise publique, etc. Les Français ont donc, et à juste titre, une opinion très favorable de l'entreprise. Ils sont d'ailleurs près de 30 % à déclarer avoir l'envie d'entreprendre.

Il faut renouer avec l'ambition originelle du socialisme français naissant. Avec cet élan utopique qui voulait prolonger l'esprit de la Révolution française en lui donnant un contenu économique et social, par le lien social, l'émancipation de tous, la science, l'innovation et le partage des richesses. Ce socialisme-là était un socialisme de l'entreprise. L'esprit d'entreprise doit aujourd'hui être pensé et promu comme un esprit de progrès, d'émancipation, d'engagement social et citoyen.

Car il y a dans l'esprit d'entreprise une dimension prométhéenne, utopique. Entreprendre, c'est « prendre entre ses mains », oser un objectif, être mû par un projet. La volonté d'entreprendre est par nature porteuse de liberté, d'innovation. Car la dynamique d'entreprise est une dynamique de socialisation. Saint-Simon parlait à juste titre des « réseaux » dans lesquels l'homme peut se réaliser. L'entreprise est un processus collectif, et non seulement une addition de performances individuelles. C'est autant la capacité individuelle de monter des projets que celle de les faire partager par d'autres. L'esprit d'entreprise est aussi un esprit d'émancipation. La liberté d'entreprendre abolit les rentes, les castes et les privilèges. Certes, le droit du travail doit impérativement fixer les cadres nécessaires pour empêcher des processus d'exploitation de l'homme par l'homme. Mais l'entreprise doit aussi être considérée comme le lieu où l'homme peut se réaliser par son travail. Valoriser l'entreprise, c'est ainsi valoriser la valeur travail.

C'est d'autant plus vrai aujourd'hui avec le renforcement de l'autonomie au travail. L'entreprise nouvelle – « libérée », disent certains – valorise de nouvelles formes de management plus intégratif, plus collaboratif, avec une intégration des salariés aux processus

décisionnels, avec le renforcement de leur formation tout au long de la vie et de leur capacité d'innovation. On voit d'ailleurs que la frontière entre salariés et entrepreneurs s'estompe. Certes, tout le monde n'a pas le même goût du risque ou de la sécurité. Mais, d'un côté, la multiplication des auto-entreprises (plus d'un million) est la marque d'une évolution profonde du comportement des Français. De l'autre, l'hétérogénéité profonde du salariat, qui regroupe plus de 90 % des travailleurs français, interdit toute lecture bipolaire des enjeux et invalide toute fiction d'une classe salariée qu'il conviendrait de défendre face à une autre.

Plus largement, la nature sociale et politique de l'entreprise doit être reconnue, promue et développée. Créer, produire des biens, des services, de la valeur est un acte fondamentalement positif pour la société. Et l'entreprise – qu'il s'agisse d'« entrepreneurs sociaux », d'économie sociale et solidaire, ou de responsabilité sociale et environnementale – peut être éthique et participer à une juste répartition des richesses *ex ante*. Elle peut être sobre et contribuer activement à notre transition environnementale. Enfin, l'« entreprise citoyenne » doit être considérée comme un acteur engagé de la démocratie délibérative. La France doit donc favoriser, soutenir et promouvoir l'envie d'entreprendre. Nous devons poursuivre notre action pour créer un environnement stable et lisible, un écosystème de confiance, pour simplifier la vie des entreprises, alléger le coût du travail, moderniser notre dialogue social et assouplir le droit du travail. C'est donc à une nouvelle synthèse de la République et de la volonté d'entreprendre que nous aspirons. L'esprit d'entreprise doit par exemple être davantage promu à l'école et dans les quartiers, auprès des jeunes.

Les défis posés par l'économie de demain se traduisent donc dans une injonction apparemment paradoxale : il faut donner encore davantage de liberté économique pour créer de l'innovation, du progrès et de la valeur, mais cela doit se faire au service de notre souveraineté et d'un projet de justice sociale. Il ne s'agit ici de rien de moins que de l'aspiration originelle de la pensée socialiste. Il s'agit donc bien d'avoir une politique économique qui découle de notre politique globale, et non une politique économique qui ferait de sa doxa le seul débat dans le champ politique. En un sens, il faut repolitiser la politique économique.

TROISIÈME DÉFI : RENOUER AVEC L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Nous avons abandonné l'égalité des chances

C'est peut-être, en réalité, la maladie la plus grave dont souffre la France, notre échec le plus fort, le plus insupportable, le moins bien toléré par la population, et ce qui devrait être une source essentielle de notre indignation : la France a un problème global d'égalité des chances.

Pourtant, les inégalités de condition ont baissé en France. Ainsi que l'a démontré l'Insee, même si les 0,1 % les plus riches, l'élite mondialisée, continuent à échapper à toute régulation à l'échelle nationale, les écarts de niveau de vie entre les plus riches et les plus pauvres ont reflué en 2013, sous l'effet de notre politique, notamment fiscale. Pourtant, personne n'en parle, personne ne semble en avoir

conscience. Dans un pays que l'on dit toujours saisi de la « passion de l'égalité », pratiquement personne ne s'en réjouit. Pourquoi ?

Parce que, dans le même temps, les inégalités de chances, de possibles, de parcours continuent de s'aggraver. On connaît bien les grands clivages qui fracturent notre société : le poids du milieu social sur la réussite et l'orientation scolaire et professionnelle ; la reproduction sociale poussée à son maximum ; la ségrégation territoriale entre un coût de l'immobilier qui explose dans certaines métropoles et des territoires de relégation, ghettos des banlieues, zones abandonnées de la France périphérique ; les inégalités profondes en termes de santé et d'espérance de vie qu'un haut niveau de remboursement des dépenses de santé ne suffit pas à combler ; les discriminations notamment économiques à l'égard des personnes d'origine immigrée, etc. Au regard du poids que la France accorde aux diplômés initiaux, des destins sont faits ou brisés avant que l'on ait atteint 18 ou 20 ans, et les secondes chances sont extraordinairement rares. Notre société est bloquée, « encastée », fragmentée par de profondes inégalités de statut. Elle ne connaît plus de brassage social, plus d'ascenseur social.

Or l'égalité des chances est tout aussi essentielle pour la cohésion et pour le dynamisme d'une société que l'égalité des conditions. Certes, en France, nous substituons aux *success stories* hollywoodiennes l'image d'Épinal de la méritocratie républicaine. Mais, par-delà des différences notables, le mythe fondateur est en réalité assez semblable : les inégalités, parfois criantes, peuvent être tolérées si les gens constatent, ou croient, à tout le moins, que tout le monde a une chance de progresser dans l'échelle sociale. Or, en

France, tout le monde fait le constat inverse. Cette promesse républicaine de mobilité sociale n'est plus tenue.

Il faut dénoncer la tartufferie d'une certaine gauche

Pourtant, ces inégalités radicales de destin ne sont pas celles qui attirent le plus les critiques ou les propositions de la gauche. Nous restons obnubilés par les inégalités de revenus. Certains ont d'ailleurs une approche relativement électoraliste de la lutte contre les inégalités. Ils théorisent explicitement le fait que la gauche gagnerait des voix en redistribuant (à crédit) du pouvoir d'achat aux ménages modestes ou défavorisés. C'est tenir en peu d'estime la nature de l'exercice démocratique et les motivations de l'électorat populaire. Plus profondément encore, c'est réduire des individus à une dimension consumériste et faire l'impasse sur la crise de notre modèle actuel de production et de consommation. Car, dans la réduction des inégalités, dans la construction d'une émancipation pour chacun, les biens premiers, qui sont souvent non marchands (tels la santé, l'éducation, ou la culture), jouent un rôle majeur.

Il y a, sans doute aussi, dans une certaine « gauche des clercs », une forme d'hypocrisie sur le choix des inégalités à combattre en priorité. Les professionnels de l'indignation politique n'ont que mépris pour l'égalité des chances. Ils n'y voient qu'un pis-aller, un cache-misère, une ambition insuffisante, voire un cheval de Troie du libéralisme, un abandon de la seule grande égalité, celles des conditions et des revenus. Cette « gauche du statut » s'accommode très bien d'un discours général sur l'égalité qui masque un recul de l'égalité des chances. Notamment parce que, par naïveté ou par cynisme, une large part de ses cadres disposent, à défaut du patrimoine

financier, du capital culturel et du réseau qui leur permettent d'être du côté des gagnants de l'inégalité des chances.

Nous devons dégager le joyau de l'égalité de sa gangue actuelle

Il est grand temps de rompre avec cette tartufferie, de renouer avec l'ambition originelle d'un socialisme émancipateur, avec les fondements des idéaux de gauche. Si la gauche persiste à ne porter qu'un discours redistributif, obnubilé par la fiscalité, les transferts sociaux, la distribution secondaire des revenus et les droits acquis, elle ne parle plus d'égalité réelle, elle se réduit à une vision techno-économique du social. Dans le pays qui demeure quasiment le champion du monde des prélèvements obligatoires et de la part socialisée de la richesse produite, ce discours n'est porteur d'aucun d'avenir, d'aucune dynamique. Deux constats doivent nous guider. Tout d'abord, le fait que les résultats de nos politiques de lutte contre les inégalités ne sont pas à la hauteur des moyens inouïs et inédits – dans l'Histoire comme dans le monde – que nous y consacrons. Ensuite, l'allergie fiscale traditionnelle du peuple français, qui s'exprime de manière aiguë en ce moment.

Ayons donc le courage de le dire : non, nous ne devons pas avoir pour projet d'accroître la fiscalité sur les classes moyennes, même supérieures. Pourtant, nous pourrions, même sans cela, faire reculer les inégalités. Il est certes essentiel de maintenir un certain niveau de dépenses publiques, pour pratiquer un réglage fin et adapté à la conjoncture économique et pour éviter toute austérité. Mais les grands combats à venir pour l'égalité se mèneront avec des réformes structurelles et non avec des transferts budgétaires. Ces réformes à

venir devront très certainement intégrer des réflexions sur le renforcement de la Sécurité sociale professionnelle (sur la base du compte personnel d'activité) et sur les formes de la mise en place d'un revenu de base universel.

Combattre la préférence française pour la rente

On peut aussi s'étonner qu'un pays qui se souhaite égalitaire et qui se targue d'avoir aboli les privilèges s'accommode quotidiennement d'une forme de préférence pour la rente. En effet, la France ne sait pas lutter contre la rente. De la passion nationale pour l'investissement dans la pierre et la transmission immobilière à une fiscalité du patrimoine qui continue à privilégier les placements les moins risqués, les exemples ne manquent pour illustrer cette tolérance pour la rente. De manière connexe, d'ailleurs, avec une tendance spontanée à la défense des droits acquis et des statuts spécifiques, on peut mesurer l'attachement du pays à la conservation des situations existantes plutôt qu'à leur remise en cause, même lorsque cet existant est profondément inégalitaire.

Ainsi, une part de la gauche prend le risque de devenir conservatrice, non seulement parce que ses idées seraient archaïques, mais parce qu'elle se ferait avant tout le porte-parole de la préservation de certains statuts dont elle profite. Or, il faut savoir reconnaître que ces statuts choquent les Français, qui expriment un fort souhait d'équité et d'équité. Ces statuts sont de moins en moins souvent des réponses à des risques professionnels qui ont, pour certains, disparu. Ils ne sont plus défendables ni défendus de façon crédible comme étant le point d'appui à une future généralisation des droits à laquelle personne ne croit. Et, s'agissant de salariés du public ou

d'entreprises nationales, il est difficile d'y voir une victoire dans la lutte contre le patronat, puisque l'employeur final est bien souvent le contribuable. Ainsi, s'il est bien évident que les contrats qui ont été signés dans le passé doivent être pris en compte dans toute négociation sociale, il n'est pas envisageable de faire de leur défense le seul horizon d'une mobilisation sociale et de notre action politique.

On peut ainsi regretter que personne ne se mobilise en France pour demander un renforcement des droits de succession. La transmission d'un patrimoine important est pourtant évidemment une des sources premières des inégalités de situation comme de destin. Et ce, de manière objectivement indépendante des « mérites » de la personne qui hérite. Il faut ici rappeler qu'aux États-Unis, pays peu suspecté d'illibéralisme, les taux marginaux d'imposition sur les successions sont plus rapidement nettement plus élevés qu'en France.

Comment ne pas s'insurger enfin devant la dissymétrie de la solidarité intergénérationnelle de notre système, qui organise des transferts massifs de ressources des jeunes et des actifs vers les retraités ? La réalité de ce système, c'est que les arbitrages sont presque toujours rendus au détriment de la jeunesse. Ce qui est une tendance partagée dans tous les pays développés prend une forme incandescente en France, sous la pression d'une démographie mieux-portante, et d'une population jeune plus importante. Il n'est donc pas si surprenant que les jeunes soient nombreux à se réfugier dans le vote FN, et plus largement encore dans l'abstention, dans la défiance et dans la révolte.

*

Ces trois défis, la reconquête républicaine, l'économie de demain et l'égalité des chances sont trois priorités de gauche, mais ils peuvent aussi être la base d'un compromis plus large. Si l'on accepte que ces trois défis soient effectivement trois axes centraux avec lesquels nous devons reformuler notre projet politique, il faut également accepter d'en faire de réelles priorités. C'est-à-dire de ne pas les dissoudre dans un programme-inventaire aboutissant à répondre à toutes les revendications, sans s'interroger sur leur légitimité et leur cohérence, et donc à niveler toutes les priorités. C'est-à-dire, également, envisager de faire des concessions sur le reste pour pouvoir avancer sur ces trois sujets.

REFONDER LE COMBAT POLITIQUE DE LA GAUCHE

La décomposition politique à l'œuvre à gauche comme à droite est plus que perceptible, elle est criante. L'enjeu n'est donc pas de savoir s'il y aura une recombinaison mais plutôt quelle forme elle prendra, ou quelle forme nous souhaitons qu'elle prenne. À ce titre, 2017 devra être un temps fort, un accélérateur de cette recombinaison politique. Disons-le encore plus clairement : 2017 doit nous permettre de dénouer cet état de décomposition politique que connaît la France actuellement. Et ce temps de recombinaison englobera autant l'élection présidentielle que les élections législatives. Ce qui doit nous amener à définir une stratégie cohérente qui intègre ces deux échéances.

Pour ma part, je ne crois pas que la gauche soit condamnée à disparaître en 2017. En revanche, nous ne pourrions pas aborder cette séquence avec une stratégie obsolète. Ni l'agenda ni le rapport de force ne seront les mêmes qu'en 2012. Je suis convaincu que la gauche, si elle veut l'emporter, est condamnée à se reformuler, et à le faire dans la perspective assumée d'un front républicain. Je souhaite donc non seulement que la gauche s'engage activement dans la définition d'un périmètre républicain, mais aussi qu'elle se montre assez forte et assez ouverte pour proposer aux Français de prendre la tête d'une coalition qui ferait vivre ce camp républicain. La gauche doit, dans le même temps, se rassembler et se dépasser.

L'ENJEU DE 2017 : QUELLE RECOMPOSITION POUR DÉNOUER LA CRISE POLITIQUE ?

Une séquence de décomposition politique

L'univers politique français est en crise. Les clivages idéologiques semblent se brouiller. Les gens se définissent de moins en moins sur une échelle gauche-droite. Les indécis sont de plus en plus nombreux. Il existe toujours indéniablement, dans notre corps social, des identifications de gauche et de droite, mais – même si nous n'en avons pas encore pleinement conscience – il est probable qu'elles soient désormais toutes les deux nettement minoritaires dans le peuple français. En effet, c'est aujourd'hui la défiance qui domine vis-à-vis de toutes les formes de représentation, qu'il s'agisse du politique, des syndicats ou des médias.

Cette décomposition se voit aussi dans la crise des appareils partisans. Cette crise a beau être consubstantielle de la démocratie elle-même, elle prend aujourd'hui des formes particulièrement sévères. Les divisions au PS sont très visibles, mais elles ne sont pas moins profondes au sein du Front de gauche et d'EELV, qui ont littéralement implosé. On pourrait presque croire que cet amour des divisions sans fin qui caractérisaient les groupuscules trotskistes et maoïstes a contaminé la gauche tout entière. On voit bien que les partis sont de moins en moins capables de fournir le travail intellectuel de préparation d'un projet, de mener le travail de formation et de pédagogie, d'être un cadre de régulation politique. Les corpus idéologiques deviennent donc obsolètes. Les partis se cantonnent alors essentiellement à leur fonction de sélection du personnel politique, ce

qui creuse encore davantage le fossé avec nos concitoyens. Enfin, pour les scrutins les plus importants, les primaires elles-mêmes peuvent parfois venir priver les organes partisans de cette ultime fonction.

Le choc des régionales de 2015

Il est possible que les électeurs aient tiré plus vite que leurs représentants politiques les leçons de la tripolarité du paysage politique français. En effet, lors des élections régionales de 2015, l'électorat a démontré une grande capacité de lecture stratégique des deux tours de l'élection et d'adaptation à une donne politique nouvelle. Il a témoigné d'une forme de ductilité qu'on ne retrouve pas – encore – dans les stratégies affichées par les formations politiques.

On a vu, dans les grandes régions du Nord-Pas de Calais-Picardie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, une très large part des électeurs de toute la gauche, socialiste, écologiste et au-delà – à l'exception de quelques militants de l'extrême gauche –, se mobiliser rapidement et efficacement pour les candidats de droite au second tour pour faire barrage au FN. Mais il est également probable que cette équation électorale ait eu un impact sur les scores dès le premier tour. Ce choc était hautement prévisible et, pourtant, la gauche a refusé de l'anticiper, en évoquant des arguments d'efficacité électorale. On a ainsi assisté à un acharnement à tenir un discours éloigné de toute réalité, évoquant l'hypothèse d'une victoire socialiste, alors que la gauche était totalement désunie et que toutes les forces n'étaient pas engagées dans la bataille. C'est là où le danger était le plus grand, par exemple dans le Nord, que nous avons montré le plus grand déni et le plus grand sectarisme, et que le résultat politique fut le plus calamiteux. À aucun moment la gauche n'a su faire preuve de sa

capacité à se rassembler et à rassembler au-delà de ses frontières pour le second tour. Par là même, elle a accru sa faiblesse électorale. Les électeurs ont clairement sanctionné ces campagnes construites autour d'un discours fictif et incantatoire. On a aussi assisté à une déroute des gauches radicalisées, qui prétendaient pourtant remplacer le Parti socialiste. À titre d'exemples, Sandrine Rousseau, porte-parole EELV, à la tête d'un rassemblement EELV-PG dans le NPCP, n'a même pas atteint la barre des 5%. Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, n'obtenant pas davantage dans la région Aquitaine.

Le PS a, au final, créé les conditions d'un front républicain qui a parfaitement fonctionné dans les deux régions menacées. Ce front républicain a non seulement permis la victoire de candidats républicains, mais, en outre, il amène la droite à se positionner sur un discours et une pratique qui ne sont pas les siens habituellement. Ainsi, le front républicain existe déjà, mais seulement de manière défensive. Et le PS, qui en a été à l'initiative, n'en a aucunement profité, puisque nous n'avons pas été capables d'assumer la question des fusions de listes. Nous avons créé le train mais nous ne sommes pas montés dedans. Or le front républicain ne sera pas offensif tant qu'il ne sera pas assumé.

2017 ne sera pas 2002

Le 21 avril 2002 fut certainement une surprise, pourtant ce ne fut pas qu'un accident. Or les leçons n'en ont pas été tirées. La sidération d'une gauche qui ne s'attendait pas à être éliminée et d'une droite qui ne s'attendait pas à gagner furent telles que personne ne s'est réellement saisi de cette occasion majeure pour interroger notre fonctionnement politique et les comportements de nos concitoyens

qui, dans leur diversité, avaient conduit à cette situation. La droite a revendiqué sa victoire ; la gauche a blâmé ses divisions ; personne ne s'est remis en cause ; la France s'est figée.

Dans la perspective de 2017, la présence du FN au second tour pourrait ne pas être une surprise ! Elle peut être considérée comme hautement probable, au regard des derniers résultats électoraux, des sondages et des circonstances actuelles. On imagine qu'il sera qualifié, quel que soit les candidats face à lui, et arrivera peut-être même en tête du premier tour. En revanche, on a tendance à supposer qu'il sera mécaniquement vaincu au second tour. Cette supposition est sympathique, puisqu'elle se fonde sur la conviction que les garde-fous républicains seraient encore très forts chez les Français. Mais elle est aussi dangereuse, car elle apporte une réassurance fragile face à une menace bien réelle.

La crise et les attentats ont affaibli les anticorps républicains face au populisme et à la xénophobie. Le bloc réactionnaire, bien plus large que le vote traditionnel d'extrême droite, est en dynamique dans notre pays. La dédramatisation est aussi passée par là, et elle se poursuit désormais dans la stratégie d'*aggiornamento* assumée par le FN pour sortir de son isolement, asseoir sa crédibilité et tisser des alliances. La victoire du FN, si elle est loin d'être acquise ou inéluctable – puisqu'on voit qu'il s'est heurté encore récemment à une forme de plafond de verre –, n'est plus une hypothèse que l'on peut écarter d'un revers de la main.

Pourtant, face à cette menace, la droite comme la gauche continuent à se considérer et à se traiter comme irréductibles l'une à l'autre, alors même que chacun des camps sait qu'il devra compter sur le soutien de l'autre pour l'emporter au deuxième tour. Il y a dans cette

hystérisation, cette « essentialisation » du clivage droite-gauche conforme aux habitudes récentes de notre théâtre politique une bonne dose d'hypocrisie et un certain degré d'irresponsabilité. Car, si la campagne de 2017 se déroule dans un climat d'affirmation agressive du clivage gauche-droite, il sera très difficile pour le candidat qualifié de surmonter l'aigreur, l'amertume des électeurs de l'autre camp. Si l'idée du compromis n'est pas présente dans la campagne dès avant le premier tour, la violence du tête-à-queue nécessaire sera terrible, et la désorientation de nos concitoyens profonde et légitime. Elle pourrait même prendre une tournure cataclysmique si la même chose devait se reproduire aux législatives.

Ayons le courage de le reconnaître : la menace risque d'être encore plus forte si c'est un candidat de gauche qui se qualifie au second tour face à celui du Front national. Parce que nous payons le prix d'exercer les responsabilités par ces temps difficiles. Parce qu'il y a une plus grande porosité d'une partie de la droite avec les discours du FN. Parce qu'une partie de la gauche semble parfois plus préoccupée de sa quête de pureté idéologique que du rassemblement des Français, et peut donc apparaître comme plus sectaire. À gauche, le réflexe identitaire semble l'emporter trop souvent sur la réflexion stratégique. Pourtant, il est probable que de très nombreux électeurs, y compris de gauche, aient l'ensemble de ces considérations stratégiques en tête lorsqu'ils iront voter dès le premier tour et qu'ils ne comprennent pas que des acteurs politiques adoptent, dans cette situation, une stratégie de déni. On touche là aux limites d'une stratégie de glissement à gauche au nom de l'unité des appareils partisans : est-il crédible et électoralement acceptable de faire le pari que l'électeur ne demandera pas, dès avant le premier tour, le scénario envisagé pour le second et donc les compromis l'on jugerait nécessaire de faire ?

Ne pas oublier les législatives dans la réflexion stratégique

Les recompositions politiques ont besoin de temps de cristallisation. Au regard du système institutionnel français, il pourrait sembler logique que l'élection présidentielle de 2017 soit un temps fort de recomposition. Il ne faut cependant pas négliger les législatives dans la réflexion stratégique. En effet, il n'est pas certain que les législatives de 2017 offrent, comme ce fut le cas dans le passé, une « prime » au camp arrivé en tête à la présidentielle lui assurant une majorité confortable.

En effet, les législatives de 2017 risquent d'être marquées par de nombreuses triangulaires, ainsi que par de nombreuses situations où un seul candidat républicain sera qualifié face à l'extrême droite. Et il est fortement possible que la présence de nombreux députés FN dans l'Hémicycle en 2017 prive la majorité présidentielle future de majorité parlementaire. Dans cette situation politique inédite, les expédients procéduraux de la Cinquième République ne suffiront pas à donner la stabilité nécessaire au gouvernement et à assurer la légitimité des politiques et des réformes qu'il entend mener. Le candidat républicain qui veut se qualifier au second tour de l'élection présidentielle devra donc impérativement s'exprimer sur ce qu'il souhaite pour les législatives, avant même le premier tour de l'élection présidentielle...

Là encore, c'est donc bien l'hypothèse d'un front républicain qui se dessine. Dans les travaux parlementaires, il pourrait prendre la forme d'un compromis sur le socle programmatique des textes ayant vocation à être adoptés par la majorité républicaine des deux chambres. Mais, dès l'amont, il pourrait s'esquisser dans l'entre-deux-tours des

législatives, puisque des désistements pour soutenir les candidats républicains les mieux placés seront forcément envisagés. Or, disons-le clairement : ce qui fut possible aux régionales de 2015 – le retrait unilatéral de listes de gauche – est inenvisageable de façon automatique pour les législatives de 2017. Ce front républicain ne pourra désormais se construire que dans la réciprocité, et la droite devra inévitablement sortir d'un « ni-ni » intenable. Ceux qui, à gauche ou à droite, refuseraient, par sectarisme, ce dispositif prendraient la responsabilité de voir le nombre de parlementaires FN se multiplier et la crise politique s'aggraver.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'hypothèse d'une évolution de nos modes de scrutin pour aller vers une proportionnelle partielle ou intégrale soit régulièrement évoquée. Pour ma part, je considère que cette réforme, inspirée par la volonté d'améliorer la représentativité de nos représentants, ne réglera pas le problème. En effet, le basculement de scrutins uninominaux vers des scrutins de liste aboutit à un net renforcement du rôle des partis politiques, qui déterminent en leur sein ces listes. Or, au regard de la crise traversée par ces appareils, je ne les crois pas en situation de faire des choix plus représentatifs que les électeurs. C'est pourquoi je pense que la recomposition politique doit précéder l'évolution institutionnelle et non l'inverse. Cette évolution institutionnelle, si elle ne doit pas être posée comme un préalable, ne doit cependant pas être un tabou. Elle doit participer de cette dynamique de recomposition politique. On peut singulièrement s'interroger sur la présidentialisation excessive de la vie politique française, sur cet appel récurrent à l'homme providentiel bien peu adapté à une société démocratique complexe comme la nôtre.

ASSUMER LA STRATÉGIE POLITIQUE DU CAMP RÉPUBLICAIN

Avec la tripolarité, la place du clivage droite-gauche doit être redéfinie. Il continue évidemment à exister mais il ne résume plus à lui seul toutes les questions politiques. Dans ce contexte, le premier devoir de la gauche est d'imposer le débat sur le camp républicain. Il faut obtenir, à gauche comme à droite, une clarification sur ce thème. L'enjeu premier doit être d'isoler le bloc réactionnaire et d'en distinguer la droite républicaine de la droite anti-européenne, xénophobe et non républicaine.

Car le tripartisme est un état instable. Il y a fort à parier qu'il soit un « bipartisme en devenir ». Et, dans la mesure où une ligne de démarcation se dessinerait à terme entre ceux qui se reconnaissent dans un socle républicain fondamental et les autres, il nous faut dès aujourd'hui mener un travail acharné de conviction pour qu'une majorité de Français continue à s'inscrire dans le camp de la République et de ses valeurs.

Définir le « camp républicain »

Pour cela, la gauche doit définir ce qu'elle entend par « camp républicain », et contraindre la droite à une clarification identique. Traditionnellement, le front républicain était seulement assimilé à des désistements électoraux internes à la gauche ou entre le candidat de gauche et le candidat de droite le mieux placé pour l'emporter face à l'extrême droite. Il convient désormais de dépasser ce concept électoral défensif pour en faire une stratégie politique globale et offensive. Bien

plus qu'une stratégie tactique ou électorale, l'affirmation d'un camp républicain doit être une stratégie idéologique, un combat « gramscien » pour préserver les valeurs et les idéaux de notre République, pour construire une économie forte et renforcer l'égalité des possibles.

Ce camp républicain ne se limite pas, d'ailleurs, aux acteurs politiques. Pour mener cette bataille idéologique centrale, il nous faudra nouer de nouvelles alliances. Non pas avec des appareils partisans, mais avec des forces et des citoyens qui partagent ces intérêts et ces valeurs. Nous aurons notamment besoin de trouver des alliés sur le terrain social, intellectuel et de mobiliser les forces de sciences et de raison nombreuses et puissantes que compte encore notre pays. Le camp républicain ne sera vraisemblablement pas une alliance politique au sens traditionnel d'un accord entre appareils, une forme politique arrêtée. Le camp républicain pourrait être une « maison commune » au sein de laquelle les forces républicaines auraient vocation à cohabiter. Il continuerait à porter en son sein des différenciations et des débats essentiels sur la ligne politique à tenir, des évolutions de rapports de force. Et il se traduirait de façon pragmatique, selon les réalités nationale ou locale, en fonction des échéances, des personnalités et des engagements pris, par une gradation passant de désistements ponctuels à des soutiens sans participation, jusqu'à la formation de coalitions.

Le camp républicain, c'est l'affirmation et la reconnaissance mutuelle d'un périmètre politique commun. Être républicain et démocrate, c'est aussi prendre acte de la diversité politique du peuple français, se respecter, ne pas refuser l'autre en tant que composante légitime de la France, ne pas chercher à éradiquer mais plutôt à convaincre et à englober, savoir ce qui nous est commun et ce qui nous

distingue. Les différences politiques ne seront pas négligées, elles seront hiérarchisées. Au demeurant, ce camp républicain n'a certainement vocation qu'à être transitoire. Car, s'il est une réponse adaptée à des circonstances de gravité, de crise ou de mutation exceptionnelles, on peut souhaiter que les clivages plus traditionnels reprennent le dessus une fois ces défis surmontés. Il ne s'agit donc en aucune manière de nier la gauche mais de la convaincre que sa mutation est nécessaire. Il ne s'agit en aucune manière de nier le clivage droite-gauche, mais d'être conscient de la nécessité de son dépassement.

Le camp républicain n'est pas le prétendu « système UMPS »

Ce rassemblement, cette union du camp républicain, ferait-il le jeu du Front national, qui se présenterait comme la seule alternative ? Rappelons d'abord que le FN développe cette rhétorique depuis des années, alors même que cette grande coalition entre les partis de gauche et de droite républicaines, cette alliance, n'a jamais existé sous la Cinquième République, tant elle semble loin de nos institutions et de nos habitudes politiques.

Ce que le FN prétend dénoncer, en réalité, c'est une convergence, une connivence, un système, une caste. Or, si ces partis ont effectivement un patrimoine commun, c'est précisément la République. La radicalité plus violente que revendique le FN est incontestable : lorsqu'il propose de « renverser la table », de mettre à bas un « système », il avoue par là même son projet de destruction, dans un processus de nature révolutionnaire, fondamentalement antirépublicaine. Le FN construit également une partie de son discours sur le rejet de certaines mœurs politiques. Il prétend prospérer

sur l'exploitation de certains comportements contraires à l'exemplarité ou à la probité. On peut néanmoins constater qu'il y a peu de partis qui soient, comme l'est le FN lui-même, de véritables castes népotiques profitant largement du système de financement de la vie politique, et d'ailleurs aujourd'hui fortement mis en cause à ce titre.

S'il y a une connivence à dénoncer entre certains acteurs notre vie politique, c'est peut-être dans une démarche commune visant à faire perdurer un théâtre d'ombres pour masquer une relative impuissance. Dans ce jeu de rôle, les critiques ne sont pas hiérarchisées, le clivage droite-gauche est martelé, les bilans sont esquivés et les promesses toujours plus immodérées. Sans se soucier de savoir ce qui pourrait correspondre à la réalité vécue ou ressentie par les Français, on fait comme si chaque alternance allait être un passage de l'ombre à la lumière. Je suis convaincu qu'une grande part de la déception démocratique de nos concitoyens vient précisément de la déconnexion entre ces postures qui s'affrontent théâtralement et des pratiques qui, elles, convergent sur de nombreux points, en raison d'un socle de valeurs communes ou de contraintes qui s'imposent à tous, et qui manquent souvent de résultats.

À rebours, tout particulièrement dans les périodes de crise et de transition, un constat et un discours sincères sur ce qui peut rassembler droite et gauche – et donc aussi les distinguer – donneraient à notre pays une stabilité, une assise politique pour mener les réformes structurelles dont il a besoin, au-delà même des alternances. Dans cette démocratie apaisée, réformatrice, plus durable, et surtout plus efficace, où les discours divergeraient moins des actes, la confiance entre les Français et leurs politiques pourrait renaître, et donc le populisme régresser.

Qui rassemblera le camp républicain ?

La clé du premier tour de la présidentielle ne sera donc pas une addition d'offres politiques négociées entre appareils de gauche. Au moment où l'enjeu prioritaire pour l'électorat français de sensibilité républicaine, et en particulier à gauche, sera de triompher du FN, la clé du premier tour sera la capacité du candidat à créer un rassemblement, et donc un compromis au second tour. Celui qui sera crédible pour créer ce rassemblement majoritaire au second tour rassemblera au premier. Ce qu'il faut viser, ce n'est donc plus tant la victoire de la gauche contre la droite ou inversement. C'est un rassemblement conduit par l'une ou par l'autre pour vaincre le FN et redresser notre pays. L'enjeu est en réalité de savoir qui conduira ce rassemblement. La vraie question pour la gauche est de savoir si elle se résoudra à tendre la main ou à se rallier. La vraie primaire, celle du camp républicain, se jouera au premier tour de l'élection présidentielle. Là où nous devons être les meilleurs, c'est dans notre capacité à trouver les clés d'un rassemblement majoritaire des Français qui refusent le bloc réactionnaire.

Or, le risque existe que nous nous retrouvions dans une situation paradoxale, où un candidat de droite pourrait sembler plus rassembleur et plus protecteur face au FN, alors même que, dans la grande masse des électeurs qui ne veulent en aucune manière d'une victoire du FN, une majorité se situe vraisemblablement à gauche. Il pourrait, à ce titre, sembler logique et naturel que ce grand rassemblement soit impulsé et conduit par la gauche. Tout l'enjeu pour la gauche est donc de réaliser que la problématique centrale pour ses valeurs et ses intérêts est de mener prioritairement le combat contre le FN, et donc d'assumer tout à la fois son ancrage dans des valeurs de gauche

et la nécessité du dépassement de la gauche. Car la gauche peut – et en réalité doit – prendre la tête d'un rassemblement dans lequel elle peut faire prospérer ses idées, à condition qu'elle sache donner des garanties à cet électorat de centre droit qui, lui aussi, refuse le FN.

La recomposition actuelle qui aboutira d'une manière ou d'une autre à la constitution d'un front républicain doit donc nous amener à assumer la nécessité stratégique d'un compromis politique et social avec une part de la droite. La question qui nous est posée est bien de savoir si nous saurons simultanément rester en prise avec nos valeurs et être responsables et rassembleurs.

POUR LE RASSEMBLEMENT DES ÉLECTEURS DE GAUCHE

Plaidoyer pour une gauche réformatrice et républicaine

L'aspiration à l'unité, sur un plan « émotionnel », est toujours très forte. C'est vrai à gauche comme à droite, puisqu'il s'agissait du moteur principal qui a présidé à la création de l'UMP.

Pourtant, à gauche, l'unité en tant que telle n'a existé qu'à de très rares exceptions. La réalité, c'est que la gauche vit le plus souvent avec de profondes divergences. Sans même évoquer la période avant l'unification de 1905, c'est plutôt la division et l'affrontement qui dominent. À quelques exceptions près (les campagnes de 1965 et de 1974), le rassemblement central a été impossible. Le désistement à gauche a parfois été obtenu sous la contrainte mais, dans ces cas, l'union a toujours été un véritable combat, notamment lorsqu'il s'agissait, pour

le PS, d'une stratégie – payante – d'affaiblissement du PCF. Et la période souvent évoquée de la gauche plurielle de 1997 à 2002 s'est terminée par une explosion des candidatures à gauche et par le 21 avril. La gauche n'a jamais été « une », elle est toujours fragmentée par les idéologies, les appareils et les personnalités. Ces divergences ont été régulièrement regrettées. Au-delà même de la concurrence pour le leadership de la gauche, elles étaient néanmoins fondées sur des éléments qui étaient considérés comme fondamentaux, qu'il s'agisse, par exemple, de l'approche des libertés publiques ou de considérations géostratégiques pendant toute la durée de la guerre froide.

C'est toujours le leadership de la gauche réformatrice qui a permis l'unité de la gauche puis sa victoire dans les urnes. Sans ce leadership, sans cette force d'entraînement, la gauche sombre dans ses divisions internes et ne parvient pas à créer de dynamique politique. Or ce qui est notable dans la période actuelle n'est pas tant le décalage – somme toute assez habituel – entre une gauche réformatrice et une gauche radicale. C'est le fait qu'une partie de la gauche réformatrice semble renoncer à assumer son réformatrice et se prive ainsi de sa capacité à remporter la bataille de l'unité. Aujourd'hui, il faut bien reconnaître que la gauche réformatrice est dans des difficultés. Mais on peut aussi constater – et d'ailleurs regretter pour la gauche dans son ensemble – que la gauche contestataire est dans l'échec et dans l'impasse. Certes, cette seconde est largement parvenue, par sa critique permanente, à abîmer et rendre la première impuissante. Mais en a-t-elle tiré un quelconque bénéfice ? Malgré une fronde permanente, cette gauche contestataire n'a remporté aucun scrutin dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Elle a été nettement battue au dernier congrès du Parti socialiste. Malgré des campagnes très violentes, le rapport de force à gauche aux dernières élections traduit un

effondrement électoral de cette gauche critique. Elle se cherche en portant aux nues plusieurs figures internationales (Chavez, Tsipras, Iglesias) avant de les vouer successivement aux gémonies. Elle se perd elle-même dans des divisions infinies. Je ne me réjouis pas de cette situation. À tout prendre, j'aurais trouvé plus rassurant que ce soit eux qui profitent de nos insuccès.

Mais je ne me résigne pas à cette division mortifère de la gauche. J'en appelle donc à un double dépassement simultané : celui du clivage droite-gauche dans le camp républicain, et celui des deux gauches dans une gauche rassemblée. En effet, cette séquence de recomposition et de reformulation de notre projet et de notre identité dans un discours plus clair et plus tranchant peut aussi être saisie comme une opportunité de dépasser les anciens clivages, les anciennes rancœurs à gauche et se rassembler dans une dynamique nouvelle.

Comment rassembler les électeurs de gauche ?

Une partie de la gauche continue de penser que, pour l'emporter, il n'y aurait qu'une seule solution : l'union des appareils partisans de gauche au premier tour. Cette stratégie, spontanément privilégiée par beaucoup pour 2017, est une aspiration légitime. Elle est pourtant largement illusoire, tant ces appareils sont en crise et ne représentent plus un débouché pour le mécontentement des Français.

Cet accord d'appareils, cette candidature unitaire de la gauche, sont-ils aujourd'hui une hypothèse vraisemblable ? Imagine-t-on que Jean-Luc Mélenchon va soutenir un candidat socialiste ? Imagine-t-on le PS soutenir Jean-Luc Mélenchon – alors même que le PCF s'y refuse désormais ? Cette union serait-elle crédible ?

Jusqu'où faudrait-il aller dans la recherche du soutien d'une gauche critique ? Jusqu'à renier toute cohérence avec notre programme, notre bilan, notre réaction ? Jusqu'à s'aliéner une part de la fraction toujours nettement dominante des électeurs de gauche qui se reconnaissent dans la gauche de responsabilité ? Cette union, enfin, serait-elle utile ? Quelle en serait l'efficacité ? Quelle en serait la dynamique électorale, quand on voit la faiblesse dans les têtes et dans les urnes de cette gauche critique ?

On voit aujourd'hui, alors que se multiplient les appels à la primaire comme moyen de l'unité, que chacun fixe un périmètre et un contenu différents à cette unité de la gauche. Or il est sûr que certaines questions politiques et non personnelles ne peuvent pas être résolues par une primaire. Ainsi, le désaccord fondamental entre la gauche qui gouverne et la gauche qui se contente de contester n'est pas soluble dans une procédure de primaire. Il existe une gauche de la gauche qui n'a jamais cessé – et qui ne cessera sans doute pas – d'instruire le procès en trahison de la gauche réformatrice. D'un point de vue tactique, on peut aussi s'interroger sur l'opportunité, pour une gauche qui est d'ores et déjà faible, d'abîmer dans un débat qui sera forcément virulent un des rares atouts dont elle dispose, à savoir le fait que notre candidat soit président de la République. Mais, surtout, organiser un débat où la gauche ne se parle qu'à elle-même risque fort d'être contre-productif, dans une séquence politique qui appelle au rassemblement et où nous avons besoin de nous adresser à tous les Français.

En réalité, comme Mitterrand en 1981, qui fit campagne contre le PCF de Georges Marchais pour l'unité et la victoire de la gauche, nous devons faire campagne pour l'unité électorale de la gauche contre la division issue d'une part des appareils partisans de

gauche. Ce rassemblement ne pourra pas être construit par les appareils, par le haut. La stratégie pour retrouver et rassembler notre électorat ne pourra plus être celle d'un PS hégémonique ni celle d'une gauche unie ou plurielle. Elle ne se construira que dans une dynamique auprès de l'électorat, sur le socle d'une gauche réformatrice qui parlerait à tous, en prônant simultanément des valeurs de justice et l'efficacité, dans une campagne sur les vrais enjeux de la période, contre les menaces que représentent le FN et le bloc réactionnaire.

OSER UNE NOUVELLE OFFRE POLITIQUE : UN PACTE DE CONFIANCE

Face au bloc réactionnaire qui impose au quotidien ses thématiques, nous devons mener le combat des idées pour réinstaller le champ idéologique de notre action politique. Ce champ s'illustre tout d'abord dans des valeurs : la justice, le progrès, la coopération internationale, notamment européenne, le refus de la xénophobie et du racisme, la laïcité, mais aussi l'optimisme, la confiance, le compromis, le rassemblement, la valeur travail, une économie au service de la société. Au-delà de ces valeurs, notre action doit aussi impérativement s'appuyer sur des forces sociales.

Un nouveau pacte de confiance

Le compromis social doit être porté par un environnement politique global particulier : le front républicain, et il doit également en être le fondement. Renouons avec l'ambition de ce que fut le programme du Conseil national de la résistance (CNR) : un accord

entre acteurs sociaux impulsé et traduit par des acteurs politiques à la base de la reconstruction de notre pays, de la modernisation de notre État productiviste et redistributeur. Cet accord dépassait certains clivages entre la gauche et la droite, ainsi que les divisions internes à la gauche, qui étaient pourtant d'une autre ampleur que celles que nous connaissons aujourd'hui.

Il faut donner à voir aux forces sociales de notre pays la légitimité qui est la leur. C'est donc avec elles, et entre elles, que doit être défini un nouvel équilibre entre une nécessaire cohésion sociale, les aspirations individuelles à l'égalité des chances et les défis de la compétitivité. Dans notre discours, nous devons donc assumer de vouloir chacun de ces éléments, et non prétendre vouloir ériger l'un contre l'autre. Il s'agit donc bien d'un véritable compromis avec les forces productives, les partenaires sociaux, entre les Français eux-mêmes.

Surtout, les acteurs politiques doivent accepter de faire confiance aux Français. C'est peut-être là l'un des principaux changements de paradigme qui doit caractériser notre nouveau projet : il doit prendre en compte le développement d'aspirations plus individuelles liées à la hausse du niveau éducatif, rompre avec le paternalisme traditionnel de la gauche française et parier sur la responsabilisation raisonnée de tous les citoyens. Il ne s'agit pas de laisser nos concitoyens seuls face au marché ou à l'État. Tout d'abord, il faut maintenir un cadre légal fort pour soutenir et protéger les plus vulnérables, d'un point de vue social, sanitaire et éducatif. Il ne s'agit pas non plus de nier le rôle des corps intermédiaires, mais de considérer qu'ils sont susceptibles d'évoluer et de remplir une fonction essentielle d'information, d'aide à la décision, à la construction de l'autonomie qu'il faudra soutenir. Leur

rôle sera alors moins d'encadrer que de permettre le partage, la collaboration, la coopération entre individus.

C'est une nouvelle philosophie du social dont il faut favoriser l'émergence dans notre pays. Sur le fondement de politiques d'égalité des chances renforcée, de prévention, de formation tout au long de la vie, d'accompagnement, de soutien et d'incitation plus que de réglementation et d'allocation, c'est une nouvelle émancipation dont on dote l'individu, qui n'est plus ni dans le carcan du « tout administré », ni dans le laisser-faire libéral. C'est une République sociale qui renonce à une part de sa projection administrée pour mieux valoriser les individus, et faire confiance en leur capacité à se conduire en citoyens, qui fixe des règles pour sanctionner les abus mais qui ne prétend pas dicter préalablement la réalité.

Un nouveau compromis

Il est urgent de refaire l'éloge du compromis, du moyen terme, de l'accord par concession mutuelle. Contrairement à ce qu'on entend parfois, le compromis ne se substitue pas au rapport de force, bien au contraire, il lui offre un débouché. Pour citer Marcel Gauchet, « la modération n'est pas la mollesse ». Ce compromis doit être noué entre les considérations sociales et les enjeux économiques, entre les acteurs privés et les acteurs publics.

Ce compromis politique peut se construire sur le socle de quelques éléments fondateurs. La poursuite du rétablissement de notre compétitivité doit demeurer un impératif. Le positionnement républicain et européen, le souci de l'environnement, l'ambition décentralisatrice également. À titre d'exemple, l'engagement de ne pas

instrumentaliser la question de l'immigration, ni dans un sens ni dans l'autre, doit être un des éléments importants de ce compromis.

Même en matière de dépenses publiques, un compromis peut être esquissé. Nous devons par exemple refuser toute austérité aveugle. Ni la baisse, ni la hausse des dépenses publiques ne sont des objectifs politiques en eux-mêmes. En premier lieu, la conduite des affaires économiques suppose un réglage conjoncturel fin, bien loin de tout dogmatisme. En second lieu, la pénurie budgétaire suscitée, la « mise sous enveloppe », est un mauvais outil pour mener des restructurations par ailleurs souvent nécessaires. Enfin, il faut impérativement maintenir un niveau élevé d'investissement dans la santé et l'éducation.

Mais nous devons accepter la recherche absolue d'efficacité de nos dispositifs. Car l'efficacité des politiques publiques est un enjeu aussi important que la maîtrise de leur coût. La soutenabilité de nos services publics et de notre système de protection sociale est en jeu. Dans un climat de ras-le-bol fiscal, la question de l'acceptabilité sociale de leur financement est posée. Mais également celle de l'adhésion de la population qui, si elle est forte sur les principes, l'est moins sur les modalités d'application actuelles, dont l'efficacité ne semble pas toujours proportionnelle au niveau de prélèvements et de dépenses publiques. C'est donc autant sur la maîtrise des coûts que sur la performance de nos services publics que les Français attendent un engagement résolu. Nous devons ainsi aller encore beaucoup plus loin dans la mise en œuvre de la réforme du management public, de l'évaluation, de la simplification de nos politiques publiques. Dans la conduite même de nos politiques publiques, en ayant systématiquement à cœur le souci de faire confiance aux Français, nous devons rompre

avec nos méthodes habituelles d'action : ne pas chercher à tout administrer, à tout réguler *ex ante*, mais favoriser l'expérimentation, la diffusion entre pairs de l'innovation sociale, de la performance, et généraliser l'évaluation *ex post*. Le principe de confiance doit être traduit en actes.

CONCLUSION

Devant le monde qui s'annonce, fortement marqué par le tragique, la tentation est grande de renoncer. Renoncer à faire l'effort de reformuler nos analyses et nos convictions dans un monde qui évolue, parce que ce changement vient déranger nos dogmes, parce que ces reformulations peuvent être ressenties comme des pertes d'identité. Et, devant l'énormité des défis, renoncer à la responsabilité, renoncer à assumer, renoncer à faire les choix difficiles, se mettre en retrait du pouvoir, pour se réfugier dans la critique, voire l'indignation.

Pour ma part, je ne veux pas de cette marginalisation d'une gauche française prise de vertiges. D'une gauche que sa quête de pureté identitaire rendrait inutile car totalement déconnectée des enjeux du monde et des préoccupations de nos concitoyens. C'est donc bien l'ensemble de nos politiques publiques qui doivent être revisitées à l'aune de cet enjeu essentiel de reconquête républicaine, et singulièrement nos politiques pour accroître la productivité de notre économie, renforcer la cohésion de notre modèle social, recréer de la mobilité sociale et mieux lutter contre les discriminations.

Nous devons enfin remettre les pendules à l'heure. Si notre pays a été attaqué, c'est qu'il est un modèle. Un modèle politique et de droits universels, un modèle de culture, de valeurs partagées, de tolérance. Une puissance militaire, diplomatique et économique, certes. Mais aussi un modèle social. Quels sont, en effet, dans l'histoire

La gauche qui vient

ou dans le monde actuel, les pays qui garantissent une scolarité gratuite pour tous les enfants dès 2 ou 3 ans, qui garantissent des soins gratuits pour tous en cas de maladie grave, qui garantissent des revenus minimums à toutes les personnes accidentées de la vie ? On pourrait ainsi se prendre à espérer que, dans la communion autour des symboles de notre République, les Français sortent de la culture du déclin et du discrédit et retrouvent le sens de l'attachement et de la fierté de ce qui fait la grandeur et le rayonnement du modèle français.

Il nous faut donc engager une offensive politique globale qui assure tout à la fois la sécurité de nos concitoyens, la paix et le développement international, la reconquête des territoires de la République et la remobilisation d'une Europe engagée et solidaire, pour construire une France forte capable de porter son message et d'assurer sa souveraineté. Cette défense de la République, c'est la défense du progrès et des valeurs d'une gauche qui doit se rassembler, muter et se dépasser.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Les grandes ruptures	9
Économie : la fin d'une époque ? du capitalisme ?	9
Allons-nous vers la fin de l'Europe ?	12
Notre environnement géopolitique est déstabilisé	13
Le défi des migrations	15
Percevoir et donner à voir les opportunités de notre époque ..	17
De nombreux sujets d'espérance	17
Prendre conscience des atouts de la France	20
La fin de l'innocence	23
Gagner la guerre ne suffira pas à gagner la paix	23
La France face à la mondialisation	29
Oui, la République est en danger	31
Un nouvel agenda politique pour la gauche	37
Premier défi : pour une République à l'offensive	39
Deuxième défi : pour notre souveraineté et notre modèle social, prendre le virage de l'économie de demain	55
Troisième défi : renouer avec l'égalité des chances	61
Refonder le combat politique de la gauche	69
L'enjeu de 2017 : quelle recomposition pour dénouer la crise politique ?	70
Assumer la stratégie politique du camp républicain	77
Pour le rassemblement des électeurs de gauche	82
Oser une nouvelle offre politique : un pacte de confiance	86
Conclusion	91

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Une publication conjointe de la Fondation Jean-Jaurès
et de la Fondation européenne d'études progressistes,
avec le soutien du Parlement européen



Réalisation : REFLETS GRAPHICS
AVRIL 2016

JEAN-MARIE LE GUEN

LA GAUCHE QUI VIENT (PLACE À LA RÉPUBLIQUE !)

Dans un contexte de gravité et de mutation exceptionnelles, la politique française se fracture, la société se crispe. L'année 2017, avec les élections présidentielle et législatives, doit être un temps de recomposition politique pour dénouer cette crise.

La gauche, pour ne pas disparaître, doit reformuler son analyse du monde, redéfinir son agenda.

Jean-Marie Le Guen lui propose de se rassembler en renouvelant son offre politique, de se dépasser en s'engageant dans la définition d'un périmètre républicain, de se montrer assez forte et assez ouverte pour prendre la tête d'une coalition qui ferait vivre le camp républicain.

Jean-Marie Le Guen est secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement.

Pour la Fondation Jean-Jaurès, il a déjà publié *Front national : le combat prioritaire de la gauche* (2014) ainsi que *Retraites et vieillissement : pour un nouveau contrat social* (2011).

www.jean-jaures.org